

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

CREDIT AGRICOLE S.A.

Société anonyme au capital de 4 491 966 903 €.
Siège social : 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris.
784 608 416 R.C.S. Paris.

A. — Comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2006.

Examinés par le conseil d'administration de Crédit agricole S.A. en date du 05 septembre 2006.

Cadre général.

Présentation juridique de l'entité.

Depuis l'assemblée générale extraordinaire du 29 novembre 2001, la société a pour dénomination sociale : Crédit agricole S.A.

Adresse du siège social de la société : 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 784 608 416.

Code APE : 651 D

Crédit agricole S.A. est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le livre deuxième du Code de commerce.

Crédit agricole S.A. est également soumise aux dispositions du Code monétaire et financier, notamment ses articles L. 512-47.

Crédit agricole S.A. est enregistrée sur la liste des établissements de crédit dans la catégorie des banques mutualistes ou coopératives depuis le 17 novembre 1984. A ce titre, elle est soumise aux contrôles des autorités de tutelle bancaire et notamment de la Commission bancaire.

Les actions Crédit agricole S.A. sont admises aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris. Crédit agricole S.A. est soumise à la réglementation boursière en vigueur, notamment pour ce qui concerne les obligations d'information du public.

I. — Compte de résultat consolidé.

(En millions d'euros).

	Notes	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Intérêts et produits assimilés	3.1	17 344	40 773	17 627
Intérêts et charges assimilées	3.1	-14 400	-31 838	-14 719
Commissions (produits)	3.2	4 413	7 198	3 382
Commissions (charges)	3.2	-2 423	-3 689	-1 743
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	3 718	5 033	3 661
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	891	2 105	618
Produits des autres activités	3.5	15 141	22 912	5 178
Charges des autres activités	3.5	-16 518	-28 801	-7 310
Produit net bancaire		8 166	13 693	6 694
Charges générales d'exploitation	3.6.a et 3.6.b	-4 757	-8 712	-4 242
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-232	-454	-221
Résultat brut d'exploitation *		3 177	4 527	2 231

Coût du risque	3.8	-295	-643	-261
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		888	1 490	738
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	54	122	21
Coûts liés au rapprochement			-219	-144
Variations de valeur des écarts d'acquisition		1	-86	-2
Résultat avant impôt		3 825	5 191	2 583
Impôts sur les bénéfices	3.10.a et 3.10.b	-959	-942	-541
Résultat net		2 866	4 249	2 042
Intérêts minoritaires		197	358	177
Résultat net – part du groupe		2 669	3 891	1 865
Résultat par action		3,638	2,682	2,583
Résultat dilué par action		3,638	2,682	2,583

* en 2005, avant coûts liés au rapprochement

II. — Bilan consolidé au 30 juin 2006.

(En millions d'euros).

Actif	Notes	30/06/2006	31/12/2005
Caisse, banques centrales, c.c.p.		6 968	6 721
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		399 699	339 535
Instruments dérivés de couverture		3 906	4 947
Actifs financiers disponibles à la vente		163 319	144 267
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.1.a	270 816	258 928
Prêts et créances sur la clientèle	5.1.b	206 402	187 586
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 688	4 229
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		18 974	19 769
Actifs d'impôts courants		298	116
Actifs d'impôts différés		5 023	6 503
Comptes de régularisation et actifs divers		63 148	52 992
Participations dans les entreprises mises en équivalence		16 283	15 491
Immeubles de placement	5.5	3 308	3 278
Immobilisations corporelles	5.6	2 556	2 460
Immobilisations incorporelles	5.6	822	511
Écarts d'acquisition	2.3	14 440	14 110
Total de l'actif		1 177 650	1 061 443

Passif	Notes	30/06/2006	31/12/2005
Banques centrales, C.C.P.		392	484
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		270 647	243 432
Instruments dérivés de couverture		5 195	5 607
Dettes envers les établissements de crédit	5.3.a	134 389	114 494
Dettes envers la clientèle	5.3.b	323 321	318 365
Dettes représentées par un titre	5.4	136 368	98 123
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		796	2 569
Passifs d'impôts courants		891	780
Passifs d'impôts différés		4 166	5 822

Comptes de régularisation et passifs divers		63 832	48 838
Provisions techniques des contrats d'assurance		174 642	162 482
Provisions pour risques et charges	5.8	3 679	4 291
Dettes subordonnées	5.4	22 813	21 248
Capitaux propres			
Capitaux propres part du groupe		32 338	30 682
Capital et réserves liées		17 519	17 520
Réserves consolidées		9 886	7 126
Gains ou pertes latents ou différés		2 264	2 145
Résultat de l'exercice		2 669	3 891
Intérêts minoritaires		4 181	4 226
Total du passif		1 177 650	1 061 443

III. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En millions d'Euros).

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2004 (hors normes 32 & 39 et IFRS 4)	4 418	22 415	-558	26 275	-53	0	0	0	26 222	3 858	30 080
Incidence de l'adoption des normes IFRS (32, 39 & IFRS 4) (publié 31 décembre)		-1 469		-1 469		1 258	31		-180	-7	-187
Capitaux propres au 1er janvier 2005 (2)	4 418	20 946	-558	24 806	-53	1 258	31	0	26 042	3 851	29 893
Augmentation de capital				0					0		0
Variation des titres auto détenus			-61	-61					-61		-61
Dividendes versés en 2005		-954		-954					-954	-284	-1 238
Dividendes reçus des CR et filiales		141		141					141		141
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires				0						-64	-64
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		252			252		252
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0			31		31		31
Résultat au 30/06/2005				0				1 865	1 865	177	2 042
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		141		141					141		141
Variation de l'écart de conversion				0	230				230	212	442
Autres variations		-25		-25					-25	13	-12
Capitaux propres au 30 juin 2005 (2)	4 418	20 249	-619	24 048	177	1 510	62	1 865	27 662	3 905	31 567
Augmentation de capital	71	324		395					395		395
Variation des titres auto détenus			1	1					1		1
Dividendes versés en 2005				0					0	48	48
Dividendes reçus des CR et filiales		4		4					4		4

Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires				0					0	-12	-12
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		453			453		453
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0			-93		-93		-93
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		121		121					121		121
Variation de l'écart de conversion				0	36				36	52	88
Résultat au 31 décembre 2005				0				2 026	2 026	181	2 207
Autres variations		77		77					77	52	129
Capitaux propres au 31 décembre 2005	4 489	20 775	-618	24 646	213	1 963	-31	3 891	30 682	4 226	34 908
Changement de méthode comptable				0					0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2006	4 489	20 775	-618	24 646	213	1 963	-31	3 891	30 682	4 226	34 908
Augmentation de capital				0					0		0
Variation des titres auto détenus			29	29					29		29
Dividendes versés en 2006		-1 382		-1 382					-1 382	-313	-1 695
Dividendes reçus des CR et filiales		194		194					194		194
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires				0					0	180	180
Variation de valeurs des titres disponibles à la vente (IAS 39)				0		372			372	0	372
Couverture de flux de trésorerie (IAS 39)				0			-60		-60		-60
Résultat au 30/06/2006				0				2 669	2 669	197	2 866
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence		-28		-28					-28		-28
Variation de l'écart de conversion				0	-193				-193	-149	-342
Résultat 2005		3 891		3 891				-3 891	0		0
Autres variations		55		55					55	40	95
Capitaux propres au 30 juin 2006	4 489	23 505	-589	27 405	20	2 335	-91	2 669	32 338	4 181	36 519

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle.

(2) : Le montant des capitaux propres part du groupe au 1er janvier 2005 s'élève à 26 042 millions d'euros, soit une différence de -68 millions d'euros par rapport au montant des capitaux propres part du groupe au 1er janvier 2005 tel que présentés dans les états financiers au 30 juin 2005. De même, le montant des capitaux propres part du groupe s'élève à 27 662 millions d'euros soit une différence -68 millions d'euros par rapport au montant des capitaux propres part du groupe au 30 juin 2005, tel que présenté dans les états financiers à cette date. Ces différences correspondent principalement à des ajustements sur le traitement des dérivés et des provisions.

IV. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit agricole S.A. en ce compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans ce compartiment.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

Tableau des flux de trésorerie (En millions d'euros)	1er semestre 2006	2005
Résultat avant impôts	3 825	5 191
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	291	454
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-1	86
Dotations nettes aux provisions	-43	-1 127
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-888	-1 490
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-10	-122
(Produits)/charges des activités de financement	1 078	964
Autres mouvements	704	-301
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 131	-1 535
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 860	-17 062
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-5 355	-1 471
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-10 923	-20 913
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	6 863	20 268
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence (1)	576	356
Impôts versés	-601	-528
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-6 580	-19 350
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-1 624	-15 694
Flux liés aux participations (2)	-73	-2 715
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-226	-334
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-299	-3 049
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-1 542	-384
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (4)	2 799	690
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	1 257	306
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	335	-711
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-331	-19 147
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	6 520	25 667
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	6 237	23 081
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	283	2 586
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 189	6 520
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	6 570	6 237
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-381	283
Variation de la trésorerie nette	-331	-19 147

En l'absence d'information comparative d'un format homogène sur les six premiers mois de l'exercice 2005, sont présentés ci-après les flux de trésorerie relatifs aux opérations de structure financière (hors opérations courantes et de change) les plus significatives de cette période :

— Actifs financiers et participations :

- Acquisition de titres de filiales consolidées : 384 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit agricole S.A. a principalement acquis la participation résiduelle de 10 % dans Finaref SA et Finaref AB, suite à un accord conclu le 31 décembre 2004 et effectivement payé en date du 27 janvier 2005.

- Cession de titres de filiales consolidées : néant ;
 - Acquisition de titres mis en équivalence : 56 millions d'euros ;
 Au cours du premier semestre 2005, le groupe Crédit agricole S.A., au travers de Pacifica, a porté sa participation à 40 % dans la filiale Assurances fédérales IARD du groupe AGF ;
 - Cession de titres mis en équivalence : néant.

— Immobilisations corporelles et incorporelles :
 - Acquisition d'immobilisations : 302 millions d'euros ;
 - Cession d'immobilisation : 228 millions d'euros.

— Opérations sur capitaux propres :
 - Emission d'instruments de capital : néant ;
 - Cession ou remboursement d'instrument de capital : néant ;
 - Paiement de dividendes : 805 millions d'euros.

Le paiement des dividendes comprend à hauteur de 521 millions d'euros le montant versé par Crédit agricole S.A. à ses actionnaires. Ce montant comprend également à hauteur de 284 millions d'euros le montant payé aux minoritaires au titre des actions de préférence qu'ils détiennent.

— Financement long terme :
 - Emission de dettes subordonnées : 1 597 millions d'euros ;
 Au cours du premier semestre 2005, Crédit agricole S.A. a réalisé en février 2005 une émission de 531 millions d'euros d'emprunts subordonnés à échéance 2017, en juin 2005 une émission d'emprunts subordonnés à durée indéterminée de 466 millions d'euros et en février 2005 une émission de titres super subordonnés de 600 millions d'euros ;
 - Remboursement de dettes subordonnées : 354 millions d'euros.
 Au cours du premier semestre 2005, Crédit agricole S.A. a réalisé des remboursements de titres subordonnés pour 354 millions d'euros.

(1) Ce montant comprend notamment, pour l'exercice 2006, le versement des dividendes de Banca Intesa S.p.A. pour 243 millions d'euros, des dividendes d'Eurazéo pour 55 millions d'euros et des dividendes des caisses régionales pour 219 millions d'euros.
 Au titre de l'exercice 2005, le montant des dividendes versé s'élève à 123 millions d'euros pour Banca Intesa S.p.A., 7 millions pour Eurazéo et 193 millions d'euros pour les caisses régionales.

(2) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participations. Au cours du premier semestre de l'exercice 2006, l'impact net des acquisitions de titres de participations consolidées (filiales et mises en équivalence) sur la trésorerie du groupe s'élève à +137 millions d'euros, portant notamment sur les acquisitions de Egyptian American Bank et de Tranquilidade Vida (renommée BES Vida) dans le cadre du renforcement du partenariat entre Espirito Santo Financial Group S.A. et Crédit agricole S.A. Ce solde comprend la trésorerie acquise du fait de l'entrée de périmètre de ces filiales, pour un montant de 1 156 millions d'euros.
 Au cours de l'exercice 2005, l'impact net des acquisitions de titres de participations consolidées sur la trésorerie du groupe s'élève à -2 423 millions d'euros, portant notamment sur les acquisitions du groupe Nextra dans le cadre des accords sur la gestion d'actifs entre le Crédit agricole A.A. et Banca Intesa, l'acquisition de la participation résiduelle de 10 % dans Finaref S.A. et Finaref A.B. (accord conclu le 31 décembre 2004 et paiement effectif en date du 27 janvier 2005), et l'acquisition de Meridian Bank.

(3) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend à hauteur de 1 382 millions d'euros pour l'exercice 2006, et 521 millions d'euros pour l'exercice 2005, le paiement des dividendes versés par Crédit agricole S.A. à ses actionnaires.
 Ce montant comprend également à hauteur de 153 millions d'euros pour l'exercice 2006, et 261 millions d'euros pour l'exercice 2005, le montant de dividendes payés aux minoritaires.
 Pour l'exercice 2005, ce montant comprend enfin, à hauteur de 395 millions d'euros, l'augmentation de capital réservée aux salariés du groupe Crédit agricole S.A. réalisée au second semestre.

(4) Au cours de l'exercice 2006, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 2 063 millions d'euros. Sur la même période, la dette obligataire progresse de 1 180 millions d'euros.
 Au cours de l'exercice 2005, les émissions nettes de dettes subordonnées ressortent à 2 447 millions d'euros, dont deux émissions de titres super subordonnées de 600 millions chacune (au premier trimestre et au quatrième trimestre). La dette obligataire se réduit de 613 millions d'euros sur la même période.
 La ligne « Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement » recense également les flux liés aux versements d'intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires.

V. — Notes annexes comptes consolidés intermédiaires résumés.

1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe.

Les comptes consolidés semestriels résumés du groupe Crédit agricole s.a. ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2006.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2005, et complétées :

— par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire et définit le contenu minimum de cette information ;
 — par les dispositions des normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2006. Celles de ces normes et interprétations dont l'application n'est qu'optionnelle sur la période n'ont pas été retenues par le Groupe.

Ces nouvelles dispositions sont issues des règlements du 15 novembre 2005 (CE n° 1864/2005), du 8 novembre 2005 (CE n° 1910/2005), du 21 décembre 2005 (CE n° 2106/2005) et du 11 janvier 2006 (CE n° 108/2008). Elles portent sur :

— la révision de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel et concernant les écarts actuariels ainsi que les régimes groupe (les nouvelles dispositions concernant les informations à fournir seront mises pour la première fois en application dans les états financiers de l'exercice 2006) ;
 — les révisions de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers et concernant la couverture de flux de trésorerie au titre des transactions intra-groupe futures, d'une part, ainsi que les conditions de l'utilisation de l'option juste valeur d'autre part ;
 — les révisions de la norme IAS 39 relative aux instruments financiers et de la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurance et portant sur les contrats de garantie financière ;

— l'interprétation IFRIC 4 qui porte sur les conditions permettant de déterminer si un accord contient une location.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur la période.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 du groupe Crédit agricole S.A. et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du groupe sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les provisions pour créances irrécouvrables, les provisions pour risques et charges, la dépréciation des écarts d'acquisition, les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation. — Parties liées.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2006 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice.

— Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2006.

1) Sociétés entrées dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification :

- CACII ;
- Crédit agricole Immobilier Transaction ;
- Créer SA ;
- Egyptian American Bank (E.A.B.) ;
- Force 4 ;
- Force Alpes Maritime Deux Sèvres ;
- Force Alpes Provence ;
- Force Run ;
- GRD12 ;
- Green Island ;
- IDIA Participations ;
- SCI Euralliance Europe.

2) Passage d'un palier à une consolidation en directe : Néant

— Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2006.

1) Cession de sociétés hors groupe :

Partran
Tranquilidade

2) Application des seuils de signification ou cessation d'activité :

- ABF-AM SAS ;
- BFC Holding ;
- CA Deurope BV ;
- CPR BK ;
- CL Rouse UK ;
- Crédit Lyonnais Capital Market Plc ;
- Crédit Lyonnais Group Management Ltd ;
- Crédit Lyonnais Property Broadwalk ;
- Indosuez Holding UK ;
- MACO ;
- Rivoli Vineuse 1 SAS ;
- SCI Capucines ;
- Sofincar ;
- Sofinclot (ex Sofinroute) ;
- Sofinrec.

3) Fusion ou absorption par une société du groupe :

- BGP Indosuez absorbe Vendôme Courtage ;
- CA Asset Management SGR Spa absorbe Calyon Holding Italia Due SRL ;
- CACEIS Fastnet absorbe IAF ;
- C.A Investor Services Corporate Trust absorbe EEF (Euro Emetteurs Finances) ;
- Crédit agricole Capital Investissement fusionne avec C.A. Private Equity ;
- Slibail Location Informatique fusionne avec Etica.

4) Passage d'une consolidation en direct à un palier : Néant.

— Changement de dénomination sociale :

- Agos Itafinco devient Agos Spa ;
- C.A Alternat. Invest. Prod. Serv. Inc. devient CAAM AI S Inc ;
- C.A Alternat. Invest. Prod. Gpe Ltd devient CAAM AI Ltd ;
- CA AIPG Holding devient CAAM AI Holding ;
- CA AIPG Inc. devient CAAM AI Inc ;
- CA AIPG Sas devient CAAM AI SAS ;
- CP Leasing devient Credium ;
- Crédit Plus (ex-Bénéficial Bank) devient Créditplus ;
- Idia Participation devient Crédit agricole Capital Investissement ;
- Fastnet France devient CACEIS Fastnet ;
- FCC ESF devient FCC Masterace ;
- Nextra Investment Management SGR Spa devient CAAM SGR S.p.a ;
- Sofinroute devient Sofinclot ;
- Systeia Equity Linked Fund devient Casam Systeia Linked Fund ;
- Tranquilidade Vida devient BES Vida

5) Changement de méthode de consolidation :

Tranquilidade Vida est désormais consolidée par intégration globale.

2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre :

Développement des activités de Crédit agricole S.A. en Egypte.

Crédit agricole SA et son partenaire égyptien El Mansour & El Maghraby Investment and Development Co (MMID) ont signé, le 5 janvier 2006, un accord de vente et d'achat avec la Bank of Alexandria S.A.E. et le groupe American Express pour l'acquisition de la participation de 74,6 % qu'ils détenaient ensemble dans l'Egyptian American Bank (EAB), Crédit agricole S.A. devant acquérir 75 % de ces actions et MMID 25 %.

Crédit agricole SA et MMID ont convenu de verser un prix de 45 EGP par action, ce qui revient à valoriser 100 % d'EAB à 2 916 millions EGP. EAB étant coté à la Bourse du Caire et d'Alexandrie, Crédit agricole SA et MMID ont lancé une OPA sur 100 % des actions émises, qui s'est achevée le 22 février 2006.

Depuis cette date, Crédit agricole S.A. détient 56,15 % du capital d'EAB.

EAB a le troisième réseau privé de banque de détail en Egypte. Prévu au troisième trimestre 2006, le regroupement des opérations d'EAB et de Calyon Bank Egypt, la filiale commune de Crédit agricole et de MMID, permettra au groupe Crédit agricole et à MMID de renforcer leur position sur le marché égyptien, l'objectif étant de créer un intervenant de premier plan dans les services bancaires aux particuliers comme aux entreprises.

Impacts comptables de l'acquisition :

En date d'acquisition, les actifs et les passifs identifiables d'EAB ont été comptabilisés sur la base d'une juste valeur provisoire.

Prix d'acquisition (frais inclus)	1 670 MEGP
Juste valeur de l'actif net acquis	470 MEGP
Ecart d'acquisition	1 200 MEGP soit 181 M€ au 30 juin 2006

Cet écart d'acquisition a été déterminé de manière provisoire et peut faire l'objet d'ajustements dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition. Il est rattaché à l'unité génératrice de trésorerie « Banque de détail internationale - Egypte ».

EAB a été consolidé par intégration globale à partir du 22 février 2006.

Au 30 juin 2006, les actifs et les passifs sont essentiellement composés de 874 millions d'euros de trésorerie, 379 millions d'euros de titres AFS et de 251 millions d'euros de prêts clientèles refinancés à hauteur de 1 117 millions d'euros par des dépôts clientèles.

Partenariat renforcé entre Espírito Santo Financial Group S.A. et Crédit agricole S.A. dans leurs activités de bancassurance vie et dommages au Portugal

Espírito Santo Financial Group S.A. (ESFG) et Crédit agricole S.A. (CASA) ont annoncé le 20 février 2006 l'accord suivant :

— acquisition de 50 % du capital et contrôle par CASA du management de Tranquilidade Vida et Espírito Santo Seguros, filiales de bancassurance vie et dommages d'ESFG au Portugal ;

Acquisition par Banco Espírito Santo (BES), filiale d'ESFG, de 50 % du capital de Tranquilidade Vida et conservation de sa participation de 25 % au capital d'Espírito Santo Seguros, Tranquilidade Seguros restant actionnaire d'Espírito Santo Seguros à hauteur de 25% ;

— Reprise par ESFG de 100 % du capital de Tranquilidade Seguros (grâce au rachat des intérêts minoritaires indirectement détenus par CASA), chargé de la conduite du développement des activités d'assurance traditionnelle du groupe (réseau de courtiers) ;

— Diffusion des produits de Tranquilidade Vida et Espírito Santo Seguros à travers le réseau commercial du BES, dans le cadre d'un accord de distribution de 25 ans ;

— Transfert à Tranquilidade Seguros du portefeuille d'assurance vie de Tranquilidade Vida issu du réseau de courtiers et d'agents.

Ces opérations ont été effectivement réalisées le 27 juin 2006 (à l'exception du transfert du portefeuille « courtiers et agents » intervenu le 1er août 2006). Tranquilidade Vida a été renommée BES Vida, Espírito Santo Seguros est devenue BES Seguros.

Cette opération est pour Crédit agricole S.A. une étape importante dans la mise en oeuvre de sa stratégie de développement à l'international en assurance vie et dommages. Elle témoigne également de la qualité du partenariat de longue date de CASA avec ESFG. Ce partenariat dans le domaine de la bancassurance au Portugal offre d'importantes opportunités de création de valeur, en conjuguant l'expertise de CASA en bancassurance et le dynamisme du réseau commercial du BES.

Ces opérations valorisent 100 % des activités de bancassurance de BES Vida à 900 millions d'euros et 100 % de celles de BES Seguros à 80 millions d'euros. Le portefeuille de produits distribués par le canal traditionnel des agents et des courtiers de BES Vida transféré à Tranquilidade Seguros est valorisé à 50 millions €.

BES Vida constitue la troisième société d'assurance vie du Portugal. L'entreprise est aussi leader sur le segment des produits d'Épargne Retraite en assurance.

BES Seguros fait partie des dix premiers assureurs au Portugal.

Impacts comptables de l'acquisition de BES Vida :

Le 27 juin 2006, Crédit agricole S.A. a acquis directement 50 % des titres de BES Vida, aux côtés du BES :

— Les dispositions de l'accord de gouvernance qui organise les relations entre les deux actionnaires établissent le contrôle exclusif de Crédit agricole S.A. sur BES Vida. En conséquence, BES Vida est consolidé par intégration globale.

— La part totale d'intérêts directs et indirects (via la participation dans le BES) du groupe Crédit agricole S.A. dans BES Vida est au 30 juin 2006 de 61,9 %.

— Jusqu'au 27 juin 2006, le groupe Crédit agricole S.A. disposait d'une part d'intérêts indirects de 29,7 % dans BES Vida, consolidée par mise en équivalence. La cession de cette part d'intérêt dans le cadre de la mise en place de la nouvelle structure de détention du capital de BES Vida a engendré des flux intragroupes pris en compte dans la détermination de l'écart d'acquisition constaté par le groupe Crédit agricole S.A..

En date d'acquisition, les actifs et les passifs identifiables ont été comptabilisés sur la base d'une juste valeur provisoire. Ils sont essentiellement composés d'actifs financiers à la juste valeur et des provisions techniques représentatives des engagements vis-à-vis des porteurs de contrats d'assurance. En particulier, les contrats relevant de la norme IFRS 4 ont fait l'objet, en date d'acquisition, d'une valorisation selon une approche d'« embedded value ». L'écart entre la valeur ainsi obtenue et la valeur comptable de ces contrats a été inscrit en actif incorporel. Cet actif est amorti selon l'échéancier des contrats qui le sous-tendent. Le portefeuille « courtiers et agents » destiné à être cédé à Tranquilidade Seguros a également été identifié et est inscrit à l'actif pour sa valeur de cession.

Prix d'acquisition (frais inclus) : 483 M€

Neutralisation des flux intragroupes engendrés par la cession des participations historiques : -103 M€

Prix de revient consolidé : 380 M€

Juste valeur de l'actif net acquis : 185 M€

Ecart d'acquisition : 195 M€

Cet écart d'acquisition a été déterminé de manière provisoire et peut faire l'objet d'ajustements dans les 12 mois qui suivent la date d'acquisition. Il s'ajoute à un goodwill historique de 9 millions d'euros, ce qui porte au total le goodwill inscrit à l'actif au titre de BES Vida à 204 millions d'euros. Il est rattaché à l'unité génératrice de trésorerie « Assurances portugaises ».

BES Vida a été consolidé par intégration globale à partir du 27 juin 2006. Jusqu'à cette date, son résultat est consolidé par équivalence à hauteur de 29,7% d'intérêts.

2.3. Les écarts d'acquisition.

(En millions d'euros)	31.12.2005	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2006
Valeur brute	14 241	407	-39	0	-5	-33	14 571
Cumul des pertes de valeur	-131						-131
Valeur nette au bilan	14 110	407	-39	0	-5	-33	14 440

(En millions d'euros)	31.12.2005	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2006
Valeur brute	14 241						14 571
Banque de détail en France							
- Groupe LCL	5 280	7				3	5 290
Services financiers spécialisés							
- Groupe Sofinco	574						574
- Groupe Finaref - France	1 392						1 392
- Groupe Finaref - Nordic	242						242
- Danactiv	41						41
- Lukas	264						264
- Groupe CA Leasing	160						160
- EFL	196						196
- Groupe Eurofactor	62						62
- Autres	0						0
Gestion d'actifs, assurances et banque privée							

- Groupe CAAM	2 533					-133	2 400
- Calyon - BPI	497						497
- Groupe Prédica	483						483
- Groupe Pacifica	33						33
- Groupe CACEIS	88		-2				86
- Groupe Finaref	487						487
- Tranquilidade Vida		195				9	204
Banque de financement et d'investissement	1 872	29	-37		-10	41	1 895
Banque de détail à l'international	37	176			5	47	265
Compte propre et divers	0						0
Cumul des pertes de valeur	-131						-131
Banque de détail en France							
Services Financiers Spécialisés							
- Groupe Finaref - Nordic	-34						-34
- EFL	-73						-73
- Autres							
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	-10						-10
Banque de financement et d'investissement	-14						-14
Banque de détail à l'international							
Compte propre et Divers	0						
Valeur nette au bilan	14 110	407	-39	0	-5	-33	14 440

2.4. Parties liées.

Relations entre les sociétés contrôlées affectant le bilan consolidé.

Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminées en consolidation, seules les transactions réalisées entre des sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par intégration proportionnelle, à hauteur de la part des tiers associés au groupe dans ces dernières, affectent les comptes consolidés du groupe.

Les encours correspondants dans le bilan consolidé au 30 juin 2006 sont relatifs au groupe CACEIS, pour les montants suivants :

Prêts et créances sur les établissements de crédit : 848 millions d'euros ; prêts et créances sur la clientèle : 193 millions d'euros ; dettes envers les établissements de crédit : 475 millions d'euros.

Les effets de ces transactions sur le compte de résultat de l'exercice 2006 ne sont pas significatifs.

3. Notes relatives au compte de résultat.

3.1. Produits et Charges d'intérêts.

(En millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 278	3 626	1 440
Sur opérations internes au Crédit agricole	3 179	6 046	2 968
Sur opérations avec la clientèle	5 212	8 066	4 234
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	2 648	4 676	2 275
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	117	1 321	786
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	1 008	14 986	4 981
Intérêts sur obligations et autres titres à revenus fixes			
Sur opérations de location-financement	1 902	1 636	778
Autres intérêts et produits assimilés		416	165
Produits d'intérêts	17 344	40 773	17 627
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 651	-5 034	-2 284

Sur opérations internes au Crédit agricole	-367	-886	-707
Sur opérations avec la clientèle	-4 178	-7 478	-3 679
Actifs financiers disponibles à la vente	-96	-651	-357
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	-9	-26
Sur dettes représentées par un titre	-2 398	-3 810	-2 102
Sur dettes subordonnées	-594	-964	-481
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-1 603	-12 064	-4 655
Intérêts sur obligations et autres titres à revenus fixes	0		
Sur opérations de location-financement	-1 513	-942	-428
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-14 400	-31 838	-14 719

3.2. Commissions nettes.

	30.06.2006		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	99	-42	57
Sur opérations internes au Crédit agricole	70	-373	-303
Sur opérations avec la clientèle	878	-244	634
Sur opérations sur titres	60	-118	-58
Sur opérations de change	10	-31	-21
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	491	-113	378
Prestations de services bancaires et financiers dont :	2 805	-1 502	1 303
Produits nets de gestion d'OPCVM	1 042	-437	605
Produits nets sur moyens de paiement	310	-179	131
Autres	1 453	-886	567
Produits nets des commissions	4 413	-2 423	1 990

(En millions d'euros)	31.12.2005		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	213	-176	37
Sur opérations internes au Crédit agricole	118	-639	-521
Sur opérations avec la clientèle	1 287	-298	989
Sur opérations sur titres	678	-235	443
Sur opérations de change	21	-13	8
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	686	-168	518
Prestations de services bancaires et financiers dont :	4 195	-2 160	2 035
Produits nets de gestion d'OPCVM	2 127	-215	1 912
Produits nets sur moyens de paiement	581	-350	231
Autres	1 487	-1 595	-108
Produits nets des commissions	7 198	-3 689	3 509

(En millions d'euros)	30.06.2005		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	137	-81	56

Sur opérations internes au Crédit agricole	59	-309	-250
Sur opérations avec la clientèle	814	-138	676
Sur opérations sur titres	251	-105	146
Sur opérations de change	10	-6	4
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	323	-63	260
Prestations de services bancaires et financiers dont :	1 788	-1 041	747
Produits nets de gestion d'OPCVM	904	-87	817
Produits nets sur moyens de paiement	284	-177	107
Autres	600	-777	-177
Produits nets des commissions	3 382	-1 743	1 639

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

(En millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Dividendes reçus	130	385	17
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat	2 290	4 757	3 320
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	1 341	-34	309
Inefficacité des couvertures de juste valeur	-44	-89	14
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	1	14	1
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 718	5 033	3 661

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente.

(En millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Dividendes reçus	408	392	386
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	643	1 782	244
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	-160	-68	-17
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	-1	5
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	891	2 105	618

3.5. Produits et charges nets des autres activités.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-47	53	45
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-2 806	-5 804	-2 448
Autres produits nets de l'activité d'assurance	8 705	9 622	4 766
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-7 695	-10 678	-4 862
Produits nets des immeubles de placement	74		
Autres produits (charges) nets	392	918	367
Produits (charges) des autres activités	-1 377	-5 889	-2 132

3.6. Charges générales d'exploitation.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Charges de personnel	-2 870	-5 061	-2 422

Impôts et taxes	-176	-261	-145
Services extérieurs et autres charges	-1 711	-3 390	-1 675
Charges d'exploitation	-4 757	-8 712	-4 242

Détail des charges de personnel.

(En millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005	30.06.2005
Salaires et traitements	-1 929	-3 415	-1 651
Charges sociales	-684	-1 223	-633
Intéressement et participation	-125	-209	-83
Impôts et taxes sur rémunération	-132	-214	-55
Total charges de personnel	-2 870	-5 061	-2 422

3.7. Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation			
Dotations aux amortissements	-231	-453	-221
Dotations aux provisions pour dépréciation	-1	-1	
Total	-232	-454	-221

3.8. Coût du risque.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Dotations aux provisions	-1 044	-2 291	-1 106
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-833	-1 693	-723
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			-2
Provisions pour risques et charges	-211	-598	-381
Reprises de provisions	704	1 587	813
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	638	987	632
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			18
Provisions pour risques et charges	66	600	163
Variation des provisions	-340	-704	-293
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-54	-102	-59
Récupérations sur prêts et créances amortis	136	192	87
Autres pertes	-37	-29	4
Coût du risque	-295	-643	-261

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	20	9	13
Plus-values de cession	22	24	24
Moins-values de cession	-2	-15	-11
Titres de capitaux propres consolidés	34	113	8
Plus-values de cession	41	113	8
Moins-values de cession	-7		
Gains ou pertes sur autres actifs	54	122	21

3.10. Impôts.

Charges d'impôt :

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Charge d'impôt courant	-761	-945	-419
Charge d'impôt différé	-198	3	-122
Charge d'impôt de la période	-959	-942	-541

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté.

	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	2 937	34,43%	-1 011
Effet des différences permanentes		3,26%	-96
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		-2,80%	82
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-0,35%	10
Effet de l'imposition à taux réduit		-0,34%	10
Effet des autres éléments		-1,55%	46
Taux et charge effectif d'impôt		32,65%	-959

4. Informations sectorielles.

4.1. Information sectorielle par pôles d'activité.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché.

(En millions d'euros)	30.06.2006							Total
	Banque de proximité en France		Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'étranger	Gestion pour compte propre et divers	
	Caisnes régionales	Réseau LCL						
Produit net bancaire total		1 859	1 309	1 900	2 889	222	-13	8 166
Charges de fonctionnement		-1 245	-685	-819	-1 683	-177	-380	-4 989
Résultat brut d'exploitation		614	624	1 081	1 206	45	-393	3 177
Coût du risque		-71	-212	1	-15	-22	24	-295
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	424		3	37	91	260	73	888
Gains ou pertes nets sur autres actifs					-4		58	54
Variation de valeur des écarts d'acquisition				-2			3	1
Résultat avant impôt	424	543	415	1 117	1 278	283	-235	3 825
Impôts sur les bénéfices	-88	-163	-141	-356	-321	-2	112	-959
Gains ou pertes nets des activités arrêtées								0
Résultat net de l'exercice	336	380	274	761	957	281	-123	2 866

(En millions d'euros)	31.12.2005							Total
	Banque de proximité en France		Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre et divers	
	Caisnes régionales	LCL						
Produit net bancaire total		3 501	2 466	3 333	4 456	317	-380	13 693
Charges de fonctionnement		-2 487	-1 291	-1 465	-2 813	-267	-843	-9 166
Résultat brut d'exploitation (avant coûts liés au rapprochement)		1 014	1 175	1 868	1 643	50	-1 223	4 527
Coût du risque		-151	-398	19	-3	-33	-77	-643

Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	854		5	28	120	452	31	1 490
Gains ou pertes nets sur autres actifs				-2	14		110	122
Coûts liés au rapprochement			-25	-32	-77		-85	-219
Variation de valeur des écarts d'acquisition			-83	-3				-86
Résultat avant impôt	854	863	674	1 878	1 697	469	-1 244	5 191
Impôts sur les bénéfices	-75	-259	-246	-636	-379	-8	661	-942
Gains ou pertes nets des activités arrêtées								0
Résultat net de l'exercice	779	604	428	1 242	1 318	461	-583	4 249

(En millions d'euros)	30.06.2005							Total
	Banque de proximité en France		Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Banque de financement et d'investissement	Banque de détail à l'international	Gestion pour compte propre et divers	
	Caissees régionales	LCL						
Produit net bancaire total		1 737	1 196	1 529	2 152	152	-72	6 694
Charges de fonctionnement		-1 240	-632	-688	-1 363	-129	-411	-4 463
Résultat brut d'exploitation (avant coûts liés au rapprochement)		497	564	841	789	23	-483	2 231
Coût du risque		-72	-183	4	24	-13	-21	-261
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	444		2	13	52	230	-3	738
Gains ou pertes nets sur autres actifs					3		18	21
Coûts liés au rapprochement			-18	-30	-40		-56	-144
Variation de valeur des écarts d'acquisition				-2				-2
Résultat avant impôt	444	425	365	826	828	240	-545	2 583
Impôts sur les bénéfices	-71	-127	-123	-262	-192		234	-541
Gains ou pertes nets des activités arrêtées								0
Résultat net de l'exercice	373	298	242	564	636	240	-311	2 042

4.2. Spécificité de l'assurance.

Marge brute des sociétés d'assurance.

Les contributeurs à l'information ci-dessous sont les sociétés d'assurance Prédica et Pacifica.

Activité assurance (En millions d'euros)	30.06.2006			31.12.2005			30.06.2005		
	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total	Vie	Non-vie	Total
Primes émises	13 287	811	14 098	18 504	1 482	19 986	9 584	704	10 288
variation des primes non acquises		9	9		42	42		9	9
Primes Acquises	13 287	802	14 089	18 504	1 440	19 944	9 584	695	10 279
Chiffre d'affaire ou produits des autres activités							2	0	2
Produits des placements nets de charge de gestion	2 405	-110	2 295	4 635	69	4 704	1 949	-78	1 871
Plus ou moins values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement	474	11	485	4 257	32	4 289	1 327	14	1 341
Variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	509		509	-124	3	-121	-288	1	-287
Variation des dépréciations sur instruments financiers	-148	-1	-149	-6		-6			0
Produits financiers nets de charges hors coût de financement	3 240	-100	3 140	8 762	104	8 866	2 988	-63	2 925
Total produits des activités ordinaires	16 527	702	17 229	27 266	1 544	28 810	12 574	632	13 206
Charges de prestations des contrats	-15 421	-533	-15 954	-25 499	-865	-26 364	-11 640	-425	-12 065
Charges ou produits nets de cessions en réassurance	-10	-32	-42	11	-44	-33	14	-40	-26
Charges des autres activités			0			0	0	-53	-53

Frais d'acquisition des contrats (y compris commissions)	-359	-53	-412	-540	-422	-962	-306	-36	-342
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	0		0			0	0	0	0
Frais d'administration	-72	-33	-105	-192	-58	-250	-99	-35	-134
Autres produits et charges opérationnels courants	0		0	-20		-20	-16	0	-16
Total autres produits et charges opérationnels courants	-15 862	-651	-16 513	-26 240	-1 389	-27 629	-12 047	-589	-12 636
Résultat opérationnel courant	665	51	716	1 026	155	1 181	527	43	570
Charge de financement			-74	-150		-150			-72
Retraitement de consolidation			0	23	1	24			0
Impôts sur les résultats			-240	-346	-36	-382			-154
Résultat net consolidé			402	553	120	673			344
Intérêts des minoritaires			0			0			0
Résultat net part du groupe	0	0	402	553	120	673			344

4.3. Banque de proximité en France - Réseau des Caisses régionales.

Activité et contribution des Caisses régionales et de leurs filiales.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2005
Produit net bancaire corrigé (1)	6 069	11 655	5 678
Charges de fonctionnement	-3 435	-6 676	-3 306
Résultat brut d'exploitation	2 634	4 979	2 372
Coût du risque	-600	-648	-345
Résultat d'exploitation	2 034	4 331	2 027
Autres éléments	-111	-117	-142
Impôt	-797	-1 683	-773
Résultat net cumulé des Caisses régionales corrigé	1 126	2 531	1 112
Résultat net cumulé des filiales de Caisses régionales consolidées	35	81	24
Retraitements et éliminations de consolidation, retraitements IFRS	109	243	148
Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (100 %)	1 270	2 855	1 284
Résultat net consolidé des sociétés mises en équivalence (25 %)	317	714	321
Retraitements et éliminations de consolidation	-12	-6	
Profit d'augmentation dans la quote-part des réserves des Caisses régionales		44	22
Profit d'augmentation dans la quote-part de résultat des Caisses régionales (2)	119	102	102
Quote-part de résultat des mises en équivalence	424	854	445

(1) PNB social cumulé corrigé des dividendes SAS Rue La Boétie reçus par les CR et la rémunération des T3CJ émis par Crédit agricole SA

(2) Notamment écart entre dividendes réellement versés par les Caisses régionales à Crédit agricole S.A. et dividendes

5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2006.

5.1. Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle.

Prêts et créances sur établissements de crédit.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	48 817	46 333
Valeurs reçues en pension	7 617	642

Titres reçus en pension livrée	12 877	19 906
Prêts subordonnés	491	511
Titres non cotés sur un marché actif	484	609
Autres prêts et créances	36	9
Total	70 322	68 010
Créances rattachées	968	994
Provisions	354	394
Valeur nette	70 936	68 610
Opérations internes au Crédit agricole		
Comptes ordinaires	4 990	4 279
Comptes et avances à terme	194 390	185 617
Prêts subordonnés	33	109
Titres non cotés sur un marché actif		
Total	199 413	190 005
Créances rattachées	467	388
Provisions		75
Valeur nette	199 880	190 318
Valeur nette au bilan	270 816	258 928

Prêts et créances sur la clientèle.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	9 724	9 066
Autres concours à la clientèle	164 711	153 544
Titres reçus en pension livrée	6 887	3 780
Prêts subordonnés	434	332
Titres non cotés sur un marché actif	2 676	2 550
Créances nées d'opérations d'assurance directe	2 880	540
Créances nées d'opérations de réassurance	236	36
Avances en comptes courants d'associés	257	357
Comptes ordinaires débiteurs	10 622	9 674
Total	198 427	179 879
Créances rattachées	1 248	1 261
Provisions	6 599	6 789
Valeurs nettes au bilan	193 076	174 351
Opérations de crédit bail		
Crédit-bail immobilier	5 366	5 465
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	7 773	8 068
Total	13 139	13 533
Créances rattachées	478	177
Provisions	291	475
Valeurs nettes au bilan	13 326	13 235
Total	206 402	187 586

Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique.

(En millions d'euros)	30.06.2006					
	Encours bruts	dont Encours douteux	provisions / encours douteux	dont Encours douteux compromis	Provisions / encours douteux compromis	Total
Etat, administrations et collectivités publiques	7 382	28	8	90	85	7 289
Institutions financières	87 439	307	274	124	56	87 109
Particuliers et professionnels	74 491	1 483	746	2 806	1 671	72 074
Entreprises (y compris les assurances) et autres agents économiques	112 576	2 339	617	1 412	1 354	110 605
Total	281 888	4 157	1 645	4 432	3 166	277 077
Créances rattachées nettes						2 021
Provisions collectives						-1 760
Valeurs nettes au bilan						277 338

(En millions d'euros)	31.12.2005					
	Encours bruts	dont Encours douteux	provisions / encours douteux	dont Encours douteux compromis	Provisions / encours douteux compromis	Total
Etat, administrations et collectivités publiques	7 921	28	19	100	86	7 816
Institutions financières	80 409	386	339	100	88	79 982
Particuliers et professionnels	66 566	1 369	727	1 984	1 529	64 310
Entreprises (y compris les assurances) et autres agents économiques	106 526	2 247	1 187	2 019	1 598	103 741
Total	261 422	4 030	2 272	4 203	3 301	255 849
Créances rattachées nettes						1 929
Provisions collectives						-1 582
Valeurs nettes au bilan						256 196

5.2. Provisions inscrites en déduction de l'actif.

(En millions d'euros)	31.12.2005	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2006
Sur créances interbancaire	469	2	2	-45		-74	354
Sur créances clientèle	6 789	49	892	-1 021	-42	-68	6 599
dont provisions collectives	1 582	1	146	-58	-3	92	1 760
Sur opérations de crédit-bail	475		87	-97		-174	291
Sur titres détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Sur autres actifs (*)	104		3	-11		-1	95
Total des provisions sur l'actif	7 837	51	984	-1 174	-42	-317	7 339

(*) Provisions sur autres tiers et divers et provisions sur stocks

5.3. Dettes sur établissements de crédit et sur la clientèle.

Dettes sur établissements de crédit.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	95 628	74 598

Valeurs données en pension	7 349	6 561
Titres donnés en pension livrée	14 726	16 674
Total	117 703	97 833
Dettes rattachées	1 577	1 417
Valeur au bilan	119 280	99 250
Opérations internes au Crédit agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	4 590	4 562
Comptes et avances à terme	10 339	10 486
Total	14 929	15 048
Dettes rattachées	180	196
Valeur au bilan	15 109	15 244
Valeur au bilan des dettes envers les établissements de crédit	134 389	114 494

Dettes sur la clientèle.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Comptes ordinaires créditeurs	53 418	54 305
Comptes d'épargne à régime spécial	192 774	197 718
Autres dettes envers la clientèle	64 627	56 084
Titres donnés en pension livrée	6 842	7 806
Dettes nées d'opérations d'assurance	2 096	449
Dettes nées d'opérations de réassurance	314	547
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques	2	2
Total	320 073	316 911
Dettes rattachées	3 248	1 454
Valeur au bilan	323 321	318 365

5.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	301	279
Titres du marché interbancaire	2 405	1 405
Titres de créances négociables :	109 290	74 573
Émis en France	68 983	37 536
Émis à l'étranger	40 307	37 037
Emprunts obligataires	21 914	20 733
Autres dettes représentées par un titre	1 129	145
Total	135 039	97 135
Dettes rattachées	1 329	988
Valeur au bilan	136 368	98 123
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	12 544	12 047
Dettes subordonnées à durée indéterminée	9 661	8 476
Dépôt de garantie à caractère mutuel	66	52
Titres et emprunts participatifs	234	234
Total	22 505	20 809
Dettes rattachées	308	439
Valeur au bilan	22 813	21 248

Au 30 juin 2006, l'encours des titres super subordonnés est de 1 922 millions d'euros contre 1 200 millions au 31 décembre 2005 ; l'encours de titres « T3CJ » était de 1 839 millions d'euros (comme au 31 décembre 2005).

Au cours du premier semestre 2006, les émissions nettes de dettes subordonnées s'élèvent à 2 063 millions d'euros.

5.5. Immeubles de placement.

(En millions d'euros)	31.12.2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2006
Immeubles de placement							
Valeur brute	3 466	67	5	-35	-6	-68	3 429
Amortissements et provisions	-188	-11	-4	6	5	71	-121
Valeur nette au bilan	3 278	56	1	-29	-1	3	3 308

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.6. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).

(En millions d'euros)	31.12.2005	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2006
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	4 543	38	273	-246	-32	241	4 817
Créances rattachées (1)	1	5					6
Amortissements & provisions	-2 084	-21	-198	137	19	-120	-2 267
Valeur nette au bilan	2 460	22	75	-109	-13	121	2 556
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 357	130	228	-16	-6	64	1 757
Amortissements & provisions	-846	-1	-90	11	5	-14	-935
Valeur nette au bilan	511	129	138	-5	-1	50	822

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

5.7. Ecarts d'acquisition.

Le tableau détaillant ce poste est présenté dans le chapitre Périmètre de consolidation en note 2.3.

5.8. Provisions pour risques et charges.

(En millions d'euros)	31.12.2005	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2006
Risques sur les produits épargne logement	955				-274			681
Risques d'exécution des engagements par signature	315		28	-4	-51	-1	-17	270
Risques opérationnels	56		8	-1	-3		7	67
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	788	48	60	-18	-82	-8	102	890
Litiges divers	840	13	144	-23	-73	-2	-39	860
Participations	28						-15	13
Restructurations	60			-3	-23		56	90
Coûts de mise en oeuvre des synergies	221			-16			-168	37
Autres risques	1 028	-1	116	-81	-105	-4	-182	771

Provisions pour risques et charges	4 291	60	356	-146	-611	-15	-256	3 679
------------------------------------	-------	----	-----	------	------	-----	------	-------

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	5 162	29 833
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	35 862	10 492
Ancienneté de plus de 10 ans	34 734	41 122
Total plans d'épargne-logement	75 758	81 447
Total comptes épargne-logement	15 635	16 114
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	91 393	97 561

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent. Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Plans d'épargne-logement :	270	318
Comptes épargne-logement :	385	429
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	655	747

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement.

(En millions d'euros)	30/06/2006	31/12/2005
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	21	100
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	109	13
Ancienneté de plus de 10 ans	386	675
Total plans d'épargne-logement	516	788
Total comptes épargne-logement	165	167
Total provision au titre des contrats épargne-logement	681	955

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Dans l'organisation financière interne du groupe Crédit agricole, les plans et les comptes épargne-logement collectés par les Caisses régionales figurent à 100 % au passif de Crédit agricole S.A. et l'encours d'épargne indiqué dans les tableaux ci-dessus prend donc en compte la totalité de ces montants. En revanche, Crédit agricole S.A. n'assume un risque que sur une fraction de ces encours (proche de 50 % à fin 2005), le solde étant porté par les Caisses régionales : la provision n'est constituée dans les comptes de Crédit agricole S.A. qu'à hauteur du risque effectivement porté. En conséquence, le rapport entre la provision constituée et les encours figurant au bilan du groupe Crédit agricole S.A. n'est pas représentatif du niveau de provisionnement du risque épargne-logement.

5.9. Capitaux propres.

— Composition du capital au 30 juin 2006.

Au 30 juin 2006, à la connaissance de Crédit agricole S.A., la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
SAS Rue La Boetie	819 541 855	54,73 %	55,65 %
Actions en auto détention	24 724 849	1,65 %	0,00 %
Salariés (FCPE)	89 018 905	5,95 %	6,05 %
Investisseurs institutionnels	422 355 228	28,21 %	28,68 %

Actionnaires individuels	141 681 464	9,46 %	9,62 %
Total	1 497 322 301	100,00 %	100,00 %

La SAS Rue La Boetie est détenue en totalité par les Caisses régionales de Crédit agricole. Les actions en auto-détention le sont dans le cadre du programme de rachat en couverture des options attribuées.

La valeur nominale des actions est de 3 euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

— Actions de préférence :

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	Montant de l'émission en millions d'euros	30.06.2006 en millions d'euros	31.12.2005 en millions d'euros
CA Preferred Funding LLC	Janvier 03	1 500		1 179	1 272
CA Preferred Funding LLC	Juillet 03	550		432	466
CA Preferred Funding LLC	Décembre03		550	550	550
Crédit Lyonnais Preferred capital 1 LLC	Avril 02		750	750	750
		2 050	1 300	2 911	3 038

— Résultat par action :

	30.06.2006	31.12.2005
Résultat net pour le calcul du résultat par action (en millions d'euros)	2 669	3 891
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	1 466 942 592	1 450 809 810
Nombre d'actions potentielles dilutives		-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	1 466 942 592	1 450 806 810
Résultat de base par action	3,638	2,682
Résultat dilué par action	3,638	2,682

— Dividendes :

Au titre de l'exercice 2005, l'assemblée générale de Crédit agricole S.A. a approuvé le versement d'un dividende net par action de 0,94 euros.

Dividendes :

(En euros)	2005	2004	2003	2002
Dividende net par action	0,94	0,66	0,55	0,55
Dividende global	0,94	0,81	0,825	0,825

Dividendes payés au cours de l'exercice.

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 1 382 millions d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie.

Eventualités et engagements hors bilan donnés et reçus.

(En millions d'euros)	30.06.2006	31.12.2005
Engagements donnés		
Engagements de financement	132 403	142 892
Engagements en faveur d'établissements de crédit	10 610	20 617
Engagements en faveur de la clientèle	121 793	122 275
Ouverture de crédits confirmés	118 465	118 986

Ouverture de crédits documentaires	8 656	8 996
Autres ouvertures de crédits confirmés	109 809	109 990
Autres engagements en faveur de la clientèle	3 328	3 289
Engagements de garantie	84 091	72 585
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	15 987	8 018
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 427	985
Autres garanties	14 560	7 033
Engagements d'ordre de la clientèle	68 104	64 567
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières	428	2 090
Garanties financières	31 306	26 480
Autres garanties d'ordre de la clientèle	36 370	35 997
Engagements reçus		
Engagements de financement	6 962	14 006
Engagements reçus d'établissements de crédit	6 253	13 324
Engagements reçus de la clientèle	709	682
Engagements de garantie	67 663	55 909
Engagements reçus d'établissements de crédit	27 969	22 050
Engagements reçus de la clientèle	39 694	33 859
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	9 637	9 876
Autres garanties reçues	30 057	23 983

7. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire.

Acquisition du contrôle d'Emporiki Bank

Crédit agricole S.A. a annoncé le 9 août 2006 le succès de son offre publique d'achat en numéraire sur Emporiki Bank of Greece S.A. (« Emporiki ») faite aux actionnaires d'Emporiki au prix de 25 euros par action. La participation totale de Crédit agricole S.A. atteindra 71,97 % du capital d'Emporiki.

— A la clôture de l'offre, le 7 août 2006, 1 300 actionnaires d'Emporiki détenant un total de 69 574 826 actions avaient apporté leurs actions, représentant près de 52,55 % du capital d'Emporiki.

— Avec la détention directe par Crédit agricole S.A. de 25 702 456 actions (incluant 14 002 359 actions acquises sur le marché depuis l'annonce de l'offre, le 13 juin 2006), soit 19,41 % du capital d'Emporiki, Crédit agricole S.A. détient, depuis le règlement des actions apportées, 71,97 % du capital d'Emporiki.

— La Banque de Grèce a approuvé l'acquisition par Crédit agricole S.A. du contrôle d'Emporiki, conformément à la loi 2076/1992 ;

— L'offre a été notifiée, en vertu de la procédure simplifiée, à la Commission européenne, qui a donné son autorisation le 11 août 2006 ;

— Le transfert hors-marché et le règlement des actions dûment apportées à l'offre au 7 août 2006 sont intervenus le 16 août 2006.

L'opération constitue l'investissement étranger le plus important réalisé à ce jour en Grèce.

Crédit agricole S.A. est un partenaire stratégique d'Emporiki depuis 2000 et était avant l'offre son actionnaire privé le plus important.

L'opération a été financée par la trésorerie existante de Crédit agricole S.A..

Chiffres clés (données IFRS) :

Compte de résultat consolidé (En millions d'€uros)	S1 2006	S1 2005
Produit net bancaire	506,9	417,1
Charges d'exploitation	-312,9	-297,1
Résultat brut d'exploitation	194,0	126,0
Coût du risque	-69,6	-55,4
Résultat des sociétés mises en équivalence	-4,1	0,5
Résultat avant impôts	120,3	65,1
Impôts	-27,7	-19,9
Résultat des minoritaires	0,9	-0,8
Résultat net part du groupe	91,7	46,0
Résultat par action (en euro)	0,69	0,42

(Source : communiqué de presse Emporiki du 24 août 2006).

Encours de Prêts (Emporiki Bank) (En millions d'euros)	30.06.06	31.12.05
Entreprises	9 534	8 923
Crédits à la consommation	2 034	1 750
Crédits hypothécaires	4 737	4 201
Entreprises publiques	428	348
Autres	128	189
Total	16 861	15 411

(Source : communiqué de presse Emporiki du 24 août 2006).

Encours de Dépôts (Emporiki Bank) (En millions d'euros)	30.06.06	31.12.05
Dépôts à vue	2 007	2 288
Comptes d'épargne	7 050	7 218
Comptes à terme et autres	6 063	5 218
Repos	5	13
Total	15 125	14 737

(Source : communiqué de presse Emporiki du 24 août 2006).

Emporiki sera consolidé pour la première fois dans les comptes du groupe Crédit agricole S.A. arrêtés au 30 septembre 2006.

Partenariat européen de financement automobile entre Crédit agricole S.A. et Fiat Auto

Le 24 juillet 2006, Crédit agricole S.A. a publié le communiqué suivant :

Fiat Auto et Crédit agricole S.A. ont annoncé la conclusion d'un accord portant sur la création d'une joint venture à 50/50, Fiat Auto Financial Services («FAFS»), qui sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat Auto en Europe. La conclusion définitive de cet accord dépend de la finalisation des éléments du contrat. L'opération peut être finalisée jusqu'au 30 juin 2007, mais tous les efforts seront faits pour qu'elle le soit avant le 31 décembre 2006, lorsque les autorisations réglementaires indispensables auront été délivrées et que Fiat Auto aura exercé son option d'achat sur Fidis Retail Italia.

Les activités de FAFS comprendront le financement des concessionnaires Fiat Auto, les services de location-bail et de gestion des flottes automobiles ainsi que les activités de financement automobile pour particuliers actuellement confiées à Fidis Retail Italia (aujourd'hui détenue à hauteur de 51 % par Banca Intesa, Capitalia, UniCredit et San Paolo-IMI). En utilisant l'expertise financière du Crédit agricole, FAFS proposera en outre de nouveaux produits financiers aux clients et concessionnaires de Fiat Auto. Elle sera présente dans 13 pays européens et gèrera environ 13 milliards d'euros d'actifs. Aux termes de l'accord, Fiat Auto recevra 1 milliard d'euros en numéraire en échange de 50 % du capital de FAFS, ce qui valorise la joint venture à 2 milliards d'euros. FAFS bénéficiera d'une forte intégration avec Fiat Auto et du leadership européen du Crédit agricole dans le secteur du crédit à la consommation. Crédit agricole accordera des financements à FAFS à un coût extrêmement compétitif. Les deux partenaires se partageront la direction de la société.

Cette opération n'a pas d'incidence sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

Développement des activités en Ukraine.

Le 24 mars 2006, Crédit agricole S.A. a publié le communiqué suivant :

Crédit agricole S.A. a conclu avec les actionnaires de JSC Index Bank un contrat de cession portant sur l'acquisition d'au moins 98% du capital de cette banque.

Index Bank, dont la création remonte à 1993, se classe aujourd'hui parmi les plus grandes banques en Ukraine.

Le prix que Crédit agricole S.A. s'est engagé à payer valorise la totalité du capital d'Index Bank à 260 MUSD.

L'exécution de ce contrat était subordonnée à diverses conditions d'usage, notamment l'obtention des autorisations de la Banque Centrale d'Ukraine et de la Commission des Anti-monopoles ukrainienne.

Cette opération a été finalisée le 31 août 2006. Elle n'a pas d'incidence sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

Projet de fusion Banca Intesa – San Paolo IMI

Le 26 août 2006, Banca Intesa et San Paolo IMI ont annoncé un projet de fusion. Dans un communiqué du 26 août 2006, Crédit agricole S.A. a indiqué qu'il avait approuvé les grandes lignes de ce projet lors de la réunion du pacte d'actionnaire d'Intesa, et que l'approbation par Crédit agricole S.A. du projet définitif serait subordonnée à la conclusion d'un accord qui sauvegarde et valorise les intérêts stratégiques du Crédit agricole en Italie, dans le cadre de la création de la nouvelle entité.

Ce projet n'a pas d'incidence sur les comptes arrêtés au 30 juin 2006.

8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2006.

Périmètre de consolidation Groupe Crédit agricole S.A.	(a)	Implantati o	Méthode 30/06/06	% de contrôle		% d'intérêt	
				30/06/06	31/12/05	30/06/06	31/12/05
Banque de détail en France							
Etablissement bancaire et financier							
Banque Chalus		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque Thémis		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Caisse régionale Alpes Provence		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Alsace Vosges		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Aquitaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Atlantique Vendée		France	Equivalence	25,1	25,1	25,1	25,1
Caisse régionale Brie Picardie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Est		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Caisse régionale Centre France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Centre Ouest		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Champagne Bourgogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente Maritime - Deux Sèvres		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Charente-Périgord		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Côtes d'Armor		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale de l'Anjou et du Maine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale des Savoie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Finistère		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Franche Comte		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Gard		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Guadeloupe		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
Caisse régionale Ille et Vilaine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Loire - Haute Loire		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Lorraine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Martinique		France	Equivalence	28,1	28,1	28,1	28,1
Caisse régionale Midi		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Morbihan		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord de France		France	Equivalence	25,5	25,6	25,5	25,6
Caisse régionale Nord Midi Pyrénées		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Nord-Est		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Normandie Seine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Oise		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Paris et Ile de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Provence - Côte d'Azur		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Pyrénées Gascogne		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Réunion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Sud Méditerranée		France	Equivalence	25,5	25,8	25,5	25,8
Caisse régionale Sud Rhone Alpes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Toulouse Midi Toulousain		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Touraine Poitou		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caisse régionale Val de France		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Cofam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0

Interfimo		France	Globale	99,0	99,0	93,8	93,8
LCL		France	Globale	94,8	94,8	94,8	94,8
Sircam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sociétés de crédit bail et location							
Locam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Slibail Autos		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Sociétés d'investissement							
Bercy Participations		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CA Centre France Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	20,8	20,8
CACF Immobilier		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
CADS Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Calixte Investissement		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Cofinep		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Crédit agricole Centre Est Immobilier		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
L'Esprit Cantal		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Nord Est Agro Partenaires		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Participex		France	Equivalence	37,9	37,5	28,8	27,0
Prestimmo		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Sepi		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Socadif		France	Equivalence	36,2	36,2	31,2	31,2
Vauban Finance		France	Equivalence	33,3	33,3	31,0	31,0
Assurance							
Assurances du CA Nord-Pas de Calais		France	Equivalence	45,5	45,6	39,7	39,9
Corelyon		Luxembourg	Equivalence	100,0	100,0	94,8	94,8
Divers							
Adret Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Alli Domes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Alsace Elite		France	Equivalence	25,0	25,0	23,7	23,7
AMT GIE		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	24,9
C. L. Verwaltungs Beteiligungsgesellschaft mbH	und	Allemagne	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
CA Participations		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Caapimmo 1		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 2		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 3		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 4		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 5		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Caapimmo 6		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Centre France Location Immobilière		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Consortium Rhodanien de Réalisation		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Creagrisere		France	Equivalence	25,0	25,0	22,8	22,8
Crédit Lyonnais Assurance, Réassurance, Courtage (CLARC)		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Bénélux		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Développement Economique (CLDE)		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Europe		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Notolion		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
Crédit Lyonnais Preferred Capital		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	0,0	0,0

Créer SA	E	France	Equivalence	25,5		7,6	
Defitech		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Defitech Dauphicom		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Defitech Routage et Communication		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Europimmo		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
Force 4	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Force Alpes Provence	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Force Alsace		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Charente Maritime Deux Sèvres	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Force Lorraine Duo		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Midi		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Oise		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Force Run	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Force Toulouse Diversifié		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Gard Obligation FCP		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Green Island	E	France	Equivalence	25,0		25,0	
Ical		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Inforsud FM		France	Equivalence	25,0	25,0	23,3	23,3
Inforsud Gestion		France	Equivalence	25,0	25,0	22,1	22,1
Mat Alli Domes		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Ozenne Institutionnel		France	Equivalence	25,0	25,0	24,9	24,9
Patrimocam		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Patrimocam 2		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
PCA IMMO		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Process Lorraine		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Routage Express Service		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SARL Prospective Informatique		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Capimo		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
SCI Capucines	S(c)	France	Equivalence		25,0		25,0
SCI du Vivarais		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Euralliance Europe	E	France	Equivalence	25,5		25,5	
SCI Hautes Faventines		France	Equivalence	25,0	25,0	24,9	24,9
SCI Les Fauvins		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
SCI Les Palmiers du Petit Pérou		France	Equivalence	27,2	27,2	27,2	27,2
SCI Paysagère		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Scica HL		France	Equivalence	25,0	25,0	24,7	24,7
Scicam 13		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sparkway		France	Equivalence	25,0	24,6	25,0	24,6
SPI SNC		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sté Immobilière de Picardie		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Sté Picarde de Développement		France	Equivalence	25,0	25,0	25,0	25,0
Banque de détail a l'étranger							
Etablissement bancaire et financier							
Banca Intesa S.p.a.		Italie	Equivalence	17,8	17,8	16,8	16,8
Banco del Desarrollo		Chili	Equivalence	23,7	23,7	23,7	23,7
Bankoa		Espagne	Equivalence	30,0	30,0	28,5	28,5
BES (Banco Espirito Santo)		Portugal	Equivalence	10,8	8,8	23,8	22,5
BNI Crédit Lyonnais Madagascar		Madagascar	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0

Crédit agricole Financement		Suisse	Equivalence	45,0	45,0	39,6	39,5
Crédit agricole Indosuez Mer Rouge		Djibouti	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit du Maroc		Maroc	Globale	52,6	52,6	52,6	52,6
Crédit Lyonnais Cameroun		Cameroun	Globale	65,0	65,0	65,0	65,0
Crédit Lyonnais Congo		Congo	Globale	81,0	81,0	81,0	81,0
Crédit Lyonnais Sénégal		Sénégal	Globale	95,0	95,0	95,0	95,0
Crédit Uruguay Banco		Uruguay	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Egyptian American Bank (E.A.B.)	E	Egypte	Globale	56,1		56,1	
Europabank		Belgique	Equivalence	10,0	10,0	21,9	21,9
Meridian Bank		Serbie	Globale	71,0	71,0	71,0	71,0
S.A.Crédit agricole (Belgique)		Belgique	Equivalence	10,0	10,0	21,9	21,9
Société Ivoirienne de Banque		Côte D'Ivoire	Globale	51,0	51,0	51,0	51,0
Union Gabonaise de Banque		Gabon	Globale	58,7	56,3	58,7	56,3
Divers							
Belgium CA SAS		France	Equivalence	10,0	10,0	32,8	32,8
Bespar		Portugal	Equivalence	32,6	32,6	32,6	32,6
IUB Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sopar Serbie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Services financiers spécialisés							
Etablissement bancaire et financier							
Agos Spa		Italie	Globale	51,0	51,0	58,8	58,7
Alsolia		France	Equivalence	34,0	34,0	33,7	33,7
Carrefour Servizi Finanziari SPA		Italie	Equivalence	40,0	40,0	23,5	23,5
CREALFI		France	Globale	51,0	51,0	50,6	50,5
Credibom		Portugal	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Credigen Bank		Hongrie	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Créditplus		Allemagne	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Dan-Aktiv		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
EFL Services		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Emporiki Credicom		Grèce	Equivalence	50,0	50,0	49,6	49,5
Eurofactor AG (Allemagne)		Allemagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor S.A. (Portugal)		Portugal	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor SA/NV (Belgique)		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurofactor UK (Angleterre)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref AS		Norvège	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Benelux		Belgique	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref OY		Finlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref SA		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Securities AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finconsum ESC SA		Espagne	Equivalence	45,0	45,0	44,6	44,6
Inter-Factor Europa (Espagne)		Espagne	Globale	100,0	99,9	100,0	99,9
JOTEX FINANS AB		Suède	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lukas Bank		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lukas SA		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Menafinance		France	Proportionnelle	50,0	50,0	49,6	49,5

Ribank		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sedef		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sofinco		France	Globale	99,1	99,1	99,1	99,0
Wafasalaf		Maroc	Equivalence	34,0	34,0	33,7	33,6
Sociétés de crédit bail et location							
Auxifip		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Climauto		France	Globale	100,0	100,0	99,5	99,5
Crédit agricole Leasing		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Credium		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Etica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Etica Bail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Europejski Fundusz Leasingowy (E.F.L.)		Pologne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Leicer		Espagne	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxbail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcourtage		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Lixxcredit		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
NVA (Négoce Valorisation des actifs)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Slibail Energie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Slibail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Slibail Location Informatique (SLOI)	S(d)	France	Globale		100,0		100,0
Slibail Longue Durée (SLD)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Slibail Murs		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sofincar	S(c)	France	Globale		100,0		99,0
Sofinclot	S(c)	France	Globale		100,0		99,0
Ucabail Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ucalease		France	Globale	100,0	100,0	99,6	99,5
Unicomi		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unifergie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimat		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sociétés d'investissement							
Argence Investissement SAS		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Nordic Consumer Finans		Danemark	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurance							
Arès		Irlande	Globale	100,0	100,0	58,8	58,7
Eda		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Divers							
GEIE Argence Developpement		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GEIE Argence Management		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Réunifinance		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sofinco Participations		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Sofinrec	S(c)	France	Globale		100,0		99,0
Valris		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
Métiers de gestion d'actifs							
Etablissement bancaire et financier							
BFT (Banque Financement et Trésorerie)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BFT Gestion		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
BGP Indosuez		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

C.A Alternative Investment Products Group SGR		Italie	Proportionnelle	90,0	90,0	74,3	90,0
C.A Asset Management Espana Holding		Espagne	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0
C.A Asset Management Hong Kong Ltd		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Asset Management Japan Ltd		Japon	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Asset Management Ltd (Ex-Premium)		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Asset Management Sgr Italie		Italie	Proportionnelle	65,0	100,0	69,7	98,1
C.A Asset Management Singapore Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A Invest. Services Banque Lux.		Luxembourg	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
C.A Investor Services Bank		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
C.A Investor Services Corporate Trust		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
C.A. Asset Management Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
C.A.A.M Securities Company Japan KK		Japon	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CA (Suisse) SA		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Luxembourg		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAAM		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Holding		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI Ltd		Bermudes	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM AI SAS		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM SGR Spa		Italie	Proportionnelle	65,0	65,0	69,7	63,8
CASAM		France	Globale	100,0	100,0	98,0	98,0
CPR AM (Ex-CPR Production)		France	Globale	100,0	100,0	98,4	98,4
CPR Private Equity		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Crédit agricole Asset Management Group		France	Globale	98,1	98,1	98,1	98,1
Crédit Foncier de Monaco		Monaco	Globale	77,1	77,1	74,2	74,2
CREELIA		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
E.P.E.M. Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
EEF (Euro Emetteur Finance)	S(d)	France	Proportionnelle		50,0		50,0
Epsilon SGR S.p.A		Italie	Proportionnelle	93,8	93,8	65,3	59,8
Finanziaria Indosuez International Ltd		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fund Channel		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Gestion Privée Indosuez (G.P.I)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Ixis Investor Services		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
Ixis Urquijo		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	25,5	25,5
NEXTRA Alternative Investment SGR S.p.A		Italie	Proportionnelle	90,0	90,0	64,4	57,4
Nonghyup-CA		Corée Du Sud	Proportionnelle	40,0	40,0	39,3	39,3
Segespar Finance		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Segespar Intermédiation		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
Sim Spa Selezione e Distribuzione		Italie	Proportionnelle	100,0	100,0	69,7	98,1
Sociétés d'investissement							
Caceis		France	Proportionnelle	50,0	50,0	50,0	50,0
CAI BP Holding		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Space Holding (Ireland) Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Lux		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Assurance							
Argence Gestion Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Assurances Médicales de France		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée 2001		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée Actions 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée Actions France Europe		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Colisée Placements		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Federal		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Assurances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Insurance Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Life Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Risques Divers		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Finaref Vie		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD10		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD11		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD12	E	France	Globale	100,0		100,0	
GRD14		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD2		Japon	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD4		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD5		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
GRD7		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Immobilière Federpierre		France	Globale	99,5	99,5	99,5	99,5
Les Assurances Fédérales IARD		France	Equivalence	40,0	40,0	40,0	40,0
Médicale de France		France	Globale	99,7	99,7	99,7	99,7
Pacifica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Predica		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
PREDICAI EUROPE SA (ex-Federlux)		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	99,9	99,9
Prediquant		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Space Reinsurance Company Limited		Irlande	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Tranquilidade	S(c)	Portugal	Equivalence		33,3		33,3
Tranquilidade Vida		Portugal	Globale *	50,0	29,7	61,9	29,7
Vendome Courtage	S(d)	France	Globale		100,0		100,0
Divers							
ABF-AM SAS	S(c)	France	Globale		100,0		98,1
CAAM AI S Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CAAM Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
CACEIS Fastnet		France	Globale	92,0	86,8	56,8	61,2
Fastnet Luxembourg		Luxembourg	Equivalence	45,0	45,0	22,5	22,5
IAF	S(d)	France	Proportionnelle		50,0		50,0
Ideam		France	Globale	90,0	90,0	88,5	88,5
Rivoli Vineuse 1 SAS	S(c)	France	Globale		100,0		98,1
SCI La Baume		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Systeia		France	Globale	80,4	81,2	76,4	76,6
Banque de financement et d'investissement							
Etablissement bancaire et financier							

Al BK Saudi Al Fransi - BSF		Arabie Saoudite	Equivalence	31,1	31,1	30,4	30,4
Altra Banque		France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
CA (Suisse) Bahamas		Bahamas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Merchant Bank Asia Ltd		Singapour	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Cal FP (Holding)		Royaume-Uni	Globale	50,0	50,0	75,0	75,0
Cal FP Bank		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	75,0	75,0
Calyon Australia Ltd		Australie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Hungary Ltd		Hongrie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon North America Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Ukraine		Ukraine	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank (Egypt)		Egypte	Globale	75,0	75,0	73,3	73,3
Calyon Bank Czech Republic		République Tchèque	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Polska S.A.		Pologne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Bank Slovakia A.S.		Slovaquie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Holding Italia Due SRL	S(d)	Italie	Globale		100,0		98,1
Calyon Leasing Corporation		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Rusbank S.A.		Russie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon S.A.		France	Globale	97,8	97,8	97,8	97,8
Calyon Turk A.S.		Turquie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,7
CLASI		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Cogenec		Monaco	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CPR BK	S(c)	France	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Leasing Cpy Japan		Japon	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fransabank France		France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
LF Investments		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sociétés de Bourse							
Altura		Espagne	Proportionnelle	50,0	50,0	48,9	48,9
CAI Cheuvreux		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Cheuvreux España SA (Ex-ICSESA)		Espagne	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC International Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Italia Sim Spa		Italie	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Nordic AB		Suède	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC North America Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAIC Securities Ltd		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial Inc		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Financial Singapore		Singapour	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Securities Japan		Japon	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Groupe Cholet Dupont		France	Equivalence	33,4	33,4	32,7	32,7
Keytrade		Belgique	Equivalence	10,0	10,0	17,8	17,8
Sociétés de crédit bail et location							
Cardinalimmo		France	Globale	49,6	49,6	48,5	48,5
Ergifrance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Financière Immobilière Calyon		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Sociétés d'investissement							

Banco Calyon Brasil		Brésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
BFC Holding	S(c)	France	Globale		99,6		97,1
CA Grands Crus		France	Globale	100,0	100,0	80,0	80,0
Calyon Air Finance S.A.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Capital Market Asia BV		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Capital Market International (CCMI)		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Finance Guernesey		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
Calyon Financial Products		Royaume-Uni	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
Calyon Global Banking		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Global Patners Inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Investment Products Limited		Iles Cayman	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon North America Holding		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Securities USA inc.		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Calyon Uruguay S.A.		Uruguay	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAPE Holding		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Capital Plus		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLIFAP		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLIM		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CLINFIM		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit agricole Capital Investissement	S(d)	France	Globale		100,0		100,0
Crédit Lyonnais Capital Investissement		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Crédit Lyonnais Capital Market Plc	S(c)	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Group Management Ltd	S(c)	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Invest Ltd		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Lyonnais Property Broadwalk	S(c)	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Rouse Limited	S(c)	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Crédit Lyonnais Securities Asia BV		Hong-Kong	Globale	65,5	73,2	64,9	71,6
Crédit Lyonnais Venture Capital		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Doumer Finance SAS		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Doumer Philemon		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Ester Finance		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fininvest		France	Globale	98,3	98,3	96,1	96,1
Fletirec		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
I.P.F.O.		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
ICF Holdings		Royaume-Uni	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding UK Ltd	S(c)	Royaume-Uni	Globale		100,0		97,8
Mescas		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Safec		Suisse	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Divers							
Alcor		France	Globale	98,3	98,3	85,1	87,5
CA Conseil Sa		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8

CACI I	E	France	Globale	100,0		100,0	
CAI Derivatives Products PLC		Irlande	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CAI Preferred Funding		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	99,1
CAI Preferred Funding II		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	97,8	99,1
Calixis Finance		France	Globale	89,8	89,8	87,8	87,8
Calyon Asia Shipfinance Service Ltd		Hong-Kong	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CASAM Equity Quant		Irlande	Globale	99,1	100,0	96,9	97,8
Casam Futures Euro		Irlande	Globale	99,0	100,0	96,8	97,8
CASAM Systeia Event Driven		Irlande	Globale	98,8	100,0	96,6	97,8
CASAM Systeia Global Macro		Irlande	Globale	98,0	100,0	95,8	97,8
Casam Systeia Linked Fund		Irlande	Globale	94,1	100,0	92,0	97,8
CASAM Systeia Pair Trading		Irlande	Globale	98,5	100,0	96,3	97,8
Chauray		France	Proportionnelle	34,0	34,0	33,2	33,2
Cisa Sa		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit Lyonnais L B 01		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
ESF		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
FCC Masterace		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fonds ICF IIa		Iles Cayman	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Fonds ICF III		Iles Cayman	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
IDIA Participation	E	France	Globale	100,0		100,0	
IIF BV (Indosuez International Finance BV)		Pays-Bas	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Indosuez Holding SCA II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	100,0
Indosuez Management Luxembourg II		Luxembourg	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Korea 21st Century TR		Corée Du Sud	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
LSF Italian Finance Cpy SRL		Italie	Globale	60,0	60,0	58,7	58,7
MACO	S(c)	Iles Cayman	Proportionnelle		43,9		43,0
MERISMA		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Mezzasia		France	Globale	100,0	100,0	80,9	84,7
SNC Doumer		France	Globale	99,9	99,9	97,7	97,7
SNC Haussmann Anjou		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
UBAF		France	Proportionnelle	47,3	43,9	46,3	43,0
Gestion pour compte propre et divers							
Crédit agricole SA		France	Mère	100,0	100,0	100,0	100,0
Etablissement bancaire et financier							
BFC Antilles Guyane		France	Globale	100,0	100,0	94,8	94,8
CL Développement de la Corse		France	Globale	99,8	99,8	99,8	99,8
CPR Billets		France	Equivalence	20,0	20,0	20,0	20,0
CPR Online		France	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
Crédit agricole S.A. Securities		Jersey	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Foncaris		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
G.F.E.R (Groupement de Financement des Ent. régionales)		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
G.P.F (Groupement des Provinces de France)		France	Globale	99,0	99,0	99,0	99,0
GIE Attica		France	Equivalence	29,3	29,3	46,4	46,3
Sacam Consommation 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 2		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Sacam Consommation 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

Sofipaca		France	Equivalence	28,3	28,3	27,5	27,5
Sociétés d'investissement							
CA Deveurope BV	S(c)	Pays-Bas	Globale		100,0		100,0
Crédit agricole Bourse		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit agricole Private Equity		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Delfinances		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Eurazeo		France	Equivalence	20,4	20,9	16,3	16,2
Partran	S(b)	Portugal	Equivalence		33,3		33,3
Assurance							
Hypersud		France	Proportionnelle	51,4	51,4	51,4	51,4
SOPAR		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Divers							
CA Brasil DTVM		Brésil	Globale	100,0	100,0	97,8	97,8
CA Preferred Funding LLC		Etats-Unis	Globale	100,0	100,0	6,5	6,5
Cedicam		France	Globale	50,0	50,0	62,5	62,4
CPR Compensation (CPRC)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Gestion (CPRG)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Holding (CPRH)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
CPR Investissement (INVT)		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit agricole Immobilier		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Crédit agricole Immobilier Transaction	E	France	Globale	100,0		100,0	
Finasic		France	Globale	100,0	100,0	98,1	98,1
GIE Silca		France	Globale	100,0	100,0	99,3	99,3
Parfin		France	Globale	99,9	99,9	99,9	99,9
Progica		France	Equivalence	34,0	34,0	34,0	34,0
SCI Groupe Sofinco		France	Globale	100,0	100,0	99,1	99,0
SCI Max Hymans		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Pasteur 3		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
SCI Quentyvel		France	Globale	96,7	96,7	96,7	96,7
SCI Raspail		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Segespar Informatique Technique Services		France	Globale	100,0	100,0	92,3	92,4
SIS (Société Immobilière de la Seine)		France	Globale	72,9	72,9	79,7	79,7
UI Vavin 1		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unibiens		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Uni-Edition		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0
Unimo		France	Globale	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) Entrées (E) et sorties (S) du périmètre.

(b) Société cédée au hors-groupe.

(c) Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif ou cessation d'activité.

(d) Entité fusionnée avec une autre entité consolidée.

(*) Changement de méthode de consolidation.

B. — Rapport d'activité de Crédit agricole S.A. sur le premier semestre 2006.

Présentation des états financiers du groupe Crédit agricole S.A.

Changements de principes et méthodes comptables : application du référentiel IAS/IFRS.

A compter du 1er janvier 2005, les états financiers consolidés de Crédit agricole S.A. sont établis conformément aux normes comptables internationales « International Financial Reporting Statements - IFRS » telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la date de clôture.

Le référentiel IFRS applicable pour les comptes et l'information semestriels au 30 juin 2006 comprend les normes IFRS et interprétations nouvelles de l'IFRIC d'application obligatoire au 30 juin 2006 et approuvées par l'Union européenne. Ces normes sont celles décrites dans la note 1 de l'annexe aux états financiers au 31 décembre 2005 « Principes et méthodes applicables dans le groupe » complétées des dispositions applicables pour la première

fois en 2006. Il s'agit de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire dont les dispositions sont mises en oeuvre au 30 juin 2006. Il s'agit aussi des dispositions des normes et interprétations issues des règlements CE des 8 et 15 novembre 2005, 21 décembre 2005 et 11 janvier 2006 et d'application obligatoire. Ces nouvelles dispositions sont exposées dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2006. Leur traduction dans les comptes n'est pas significative sur la période.

Évolution du périmètre de consolidation.

Au 30 juin 2006, le périmètre de consolidation du groupe comprend 438 filiales et participations contre 421 au 31 décembre 2005. Les notes 8 et 2 de l'annexe aux états financiers présentent respectivement le périmètre de consolidation et son évolution au cours du semestre.

Depuis le 31 décembre 2005, le périmètre de consolidation s'est étendu suite à l'acquisition par Crédit agricole S.A. de 56,1 % du capital de l'Egyptian American Bank le 22 février 2006. A compter de cette date, EAB est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe Crédit agricole S.A. En revanche, les opérations de prise de contrôle par Crédit agricole S.A. des filiales de bancassurance du ESFG (Espírito Santo Financial Group) au Portugal ont peu d'impact sur les résultats arrêtés au 30 juin 2006 eu égard à leur date tardive. La filiale Tranquilidade Vida renommée BES Vida a été consolidée par intégration globale à partir du 27 juin 2006 ; jusqu'à cette date, son résultat est consolidé par mise en équivalence à hauteur de 29,7 %. En outre, la cession par Predica à ESFG du contrôle minoritaire qu'il exerçait sur Partran / Tranquilidade a conduit à constater un résultat de cession.

Ces opérations sont présentées en note n° 2.2 de l'annexe aux états financiers au 30 juin 2006.

Les principales variations de périmètre affectant les comptes entre le 1er semestre 2005 et le 1er semestre 2006 résultent d'opérations antérieures, intervenues fin 2005. Il s'agit principalement de :

— la consolidation par la méthode globale, à compter du quatrième trimestre 2005, de la banque serbe Meridian Bank A.D. suite à l'acquisition par Crédit agricole S.A. d'une participation de 71 % à son capital fin juin 2005 ;

— l'acquisition par Crédit agricole Asset Management de 65 % de Nextra Investment Management («Nextra»), société de gestion, filiale de Banca Intesa. L'accord n'ayant été finalisé qu'en toute fin d'année 2005 (le 22 décembre 2005), seul le bilan de Nextra avait été consolidé par intégration proportionnelle dans les comptes 2005 de Crédit agricole S.A. Au 30 juin 2006, les résultats de Nextra Investment Management SGR Spa devenu CAAM SGR Spa sont consolidés par la méthode proportionnelle à hauteur de 69,7 % ;

— la création, le 1er juillet 2005, de CACEIS (Crédit agricole – Caisse d'Épargne Investor Services), qui regroupe l'ensemble des métiers « Titres » des groupes Crédit agricole et Caisse d'Épargne. Détenu à parité par Crédit agricole S.A. et la CNCE, CACEIS est consolidé depuis le troisième trimestre 2005 par intégration proportionnelle dans les comptes de Crédit agricole S.A.

Les activités filialisées dans le groupe Crédit agricole S.A. au sein de CA-IS (Crédit agricole Investor Services) et de Fastnet ont été apportées à CACEIS (pour certaines la fusion juridique a lieu en 2006). En conséquence, les comptes 2005 de Crédit agricole S.A. intégraient, pour le premier semestre 2005, les entités CA-IS et Fastnet consolidées par intégration globale et, à compter du 3ème trimestre 2005, 50 % du nouveau groupe constitué autour de CACEIS. Au cours du 1er semestre 2006, Ixis AF a été absorbé par Fastnet France devenu CACEIS Fastnet et EEF par CA-IS Corporate Trust.

Les autres modifications affectant le périmètre du groupe entre les premiers semestres 2005 et 2006 n'ont pas d'impact sur les comptes ; il s'agit de fusions d'entités dans le cadre notamment de la réorganisation du groupe ou de changement de dénomination sociale.

Résultats du groupe Crédit agricole S.A.

Environnement économique et financier

La croissance mondiale est restée robuste en première partie d'année et ce en dépit des turbulences financières du printemps.

Aux États-Unis, la croissance a continué d'osciller autour de son potentiel mais avec une certaine volatilité. Une correction est intervenue au deuxième trimestre, avec un PIB en hausse de 2,5 % l'an, performance qui tempère le fort rebond de l'activité au cours des trois premiers mois de l'année (5,3 % l'an). Ces à-coups de croissance sont étroitement liés au profil erratique de la consommation dont le rattrapage était prévisible après les effets déprimants des ouragans de l'été 2005. Depuis février, les dépenses des ménages enregistrent un ralentissement sensible sur fond d'atterrissage du marché immobilier et de hausse du prix de l'essence. L'indice des prix à la consommation a eu tendance à accélérer ces derniers mois en réponse à la flambée pétrolière, sans que pour autant l'on puisse parler de dérapage inflationniste. A ce stade, il n'y a pas d'enclenchement d'une spirale prix-salaires. La vigilance reste néanmoins de mise, avec en particulier un décalage vers le haut des anticipations.

La zone euro enregistre une forte reprise de l'activité depuis le début de l'année. En Allemagne, les enquêtes de confiance ont même atteint leur plus haut de la période post-réunification (et ont un peu reflué dernièrement). Les statistiques du premier trimestre ont fait état d'une accélération de la croissance (0,7 % t/t et 1,7 % en glissement annuel), qui s'est encore renforcée au deuxième trimestre (0,9 % t/t et 2,4 % en glissement annuel). L'investissement des entreprises s'est redressé dans la plupart des pays de la zone. Grâce au reflux continu du taux de chômage, favorisé notamment par diverses mesures et réformes des marchés du travail (Allemagne, France), les ménages renouent avec l'optimisme. La demande des ménages affiche dès lors des performances encourageantes, surtout en Allemagne où le réveil de la consommation était très attendu. En France, les dépenses des ménages restent également soutenues, stimulées par la baisse du taux d'épargne, un recours accru à l'endettement et par des effets de richesse transitant par la hausse des prix immobiliers. Les dépenses d'investissement se redressent, tandis que les exportateurs français profitent de la meilleure santé des principaux partenaires commerciaux, notamment l'Allemagne, et engrangent également les bénéfices de la dépréciation passée de l'euro. Au final, la croissance française a vivement accéléré au deuxième trimestre (1,1 % t/t et 2,6 % en glissement annuel).

A partir de mai, les marchés financiers ont traversé une période de fortes turbulences. Les manettes réglant la liquidité mondiale se resserrent peu à peu. La Fed a procédé à quatre nouvelles hausses de taux depuis le début de l'année (cible de 5,25 % en juin). La BCE a également profité de l'embellie conjoncturelle pour poursuivre son cycle de normalisation monétaire, avec deux hausses depuis décembre 2005. Les taux longs ont suivi le mouvement (+ 80 points de base entre janvier et juin aux USA et + 70 points de base en Europe) tout en restant à des niveaux relativement bas (respectivement 5,3 % et 4,1 % fin juin). Les marchés se sont ajustés à cette nouvelle donne en s'interrogeant sur la juste valorisation des actifs dans un univers où la liquidité est désormais moins abondante et plus onéreuse. Cette réappréciation globale du risque a entraîné une phase de corrections sur la plupart des places financières, surtout émergentes, et toutes classes d'actifs confondues. Ces mouvements abrupts correspondent en l'état actuel des choses à une normalisation des conditions financières, vu les excès de valorisations passés. Dans ce contexte, le dollar a lui aussi connu un regain de volatilité avant de se raffermir à mesure que la fin du cycle monétaire américain était reportée dans le temps (parité euro/USD à 1,27 fin Juin).

Résultats consolidés de Crédit agricole S.A.

Le résultat net, part du groupe, de Crédit agricole S.A sur le premier semestre 2006 s'élève à 2 669 millions d'euros et le résultat d'exploitation à 2 882 millions d'euros, respectivement en hausse de 43,1 % et 46,3 % sur la même période de 2005.

Ces résultats, obtenus dans un environnement globalement porteur, traduisent une croissance vigoureuse de l'activité dans tous les métiers du groupe, une efficacité opérationnelle (le coefficient d'exploitation gagne plus de 5 points en un an) et une vive amélioration de la rentabilité (le ROE annualisé ressort à 19 %).

Dans le même temps, la période a été très active au plan de la croissance externe avec un programme dense d'acquisitions ciblées à l'international conforme aux priorités sectorielles et géographiques du Plan de développement annoncé fin 2005.

Se sont succédé les opérations suivantes :

- l'acquisition de 56 % de l'Egyptian American Bank ;
- la prise de contrôle majoritaire des filiales de bancassurance-vie et dommages du Espirito Santo Financial Group et l'augmentation de la participation dans le Banco Espirito Santo au Portugal (de 22,5 % à 23,8 % d'intérêt) ;
- l'annonce le 24 mars 2006 de l'acquisition d'Index Bank en Ukraine (opération finalisée le 31 août) ;
- le lancement d'une offre d'achat sur le solde (29 %) du capital de la banque serbe Meridian Banka ;
- dans le crédit à la consommation, la conclusion d'un accord, fin juillet, sur la création de « FAFS » *joint venture* à 50/50 avec le groupe Fiat ;
- et, début août, le succès de l'offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. (avec 72 % du capital) qui constitue une nouvelle étape majeure dans le développement international du groupe.

Ces quatre dernières opérations dont la réalisation est postérieure à la date de clôture n'impactent pas les comptes au 30 juin 2006 (cf. note 7 de l'annexe aux comptes).

Les transactions représentent un coût global de 4,3 milliards d'euros. Elles sont équilibrées au plan géographique : 3,8 milliards d'euros sont investis dans la zone euro et 0,5 milliard d'euros dans des pays adjacents.

— Compte de résultats consolidés synthétique - principaux soldes intermédiaires de gestion :

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	6 694	8 166	+ 22,0 %
Charges d'exploitation et amortissements	-4 463	-4 989	+ 11,8 %
Résultat brut d'exploitation *	2 231	3 177	+ 42,4 %
Coût du risque	-261	-295	+13,0 %
Résultat d'exploitation *	1 970	2 882	+ 46,3 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	738	888	+ 20,3 %
Résultat net sur autres actifs (y c dépréciation des écarts d'acquisition)	19	55	X 2,9
Coûts liés au rapprochement	-144	-	n.s.
Résultat avant impôt	2 583	3 825	+48,1 %
Impôt sur les bénéfices	-541	-959	+ 77,3 %
Résultat net	2 042	2 866	+ 40,4 %
Résultat net part du groupe	1 865	2 669	+ 43,1 %
Résultat avant impôts *	2 727	3 825	+ 40,3 %

** En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.*

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 3 177 millions d'euros, en progression de 42,4 % par rapport au RBE du premier semestre 2005 (avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A.). Cette forte hausse provient :

- d'une croissance du produit net bancaire de 22,0 % à 8 166 millions d'euros, tirée par le très bon niveau d'activité de tous les métiers, et plus particulièrement de la banque de financement et d'investissement et des métiers de gestion d'actifs et d'assurances.
- d'une bonne maîtrise des frais de gestion dans le contexte de fort développement de l'activité et de poursuite des investissements. Les charges s'établissent à 4 989 millions d'euros, en augmentation de 11,8 % sur celles du premier semestre de 2005 (hors coûts liés au rapprochement).

En conséquence, le coefficient d'exploitation s'établit à 61,1 %, en forte amélioration (-5,6 points) sur un an.

Le coût du risque (- 295 millions d'euros) reste à un niveau faible dans un environnement toujours très favorable.

Les créances douteuses (non compris celles sur les opérations de crédit-bail) s'élèvent à 7,7 milliards d'euros au 30 juin 2006 (- 35 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2005), soit 2,9 % des créances brutes sur la clientèle (non compris les opérations de crédit-bail) et les établissements de crédit contre 3,1 % sur l'année 2005. Elles sont couvertes à hauteur de 84,3 % par des provisions, (contre 86,4 % fin 2005) dont 61,4 % hors provisions collectives.

La contribution des sociétés mises en équivalence atteint 888 millions d'euros au premier semestre 2006 dont 424 millions d'euros de quote-part des résultats des Caisses régionales et 260 millions d'euros des participations relevant de la banque de détail à l'international (dont principalement Banca Intesa). Cette contribution s'accroît de 20,3 % sur un an à la faveur notamment des performances de Banca Intesa (+ 21,7 %) et de Al Bank Al Saudi Al Fransi (B.S.F. : + 73,6 %). Elle résulte aussi de la prise en compte au premier trimestre 2006 du résultat définitif de l'exercice 2005, exceptionnellement élevé, d'Eurazeo (70 millions d'euros), participation cotée.

Le résultat avant impôts s'élève à 3 825 millions d'euros, en hausse de 48,1 % sur celui de la même période de 2005 (+ 40,3 % hors coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. en 2005).

Le résultat net part du groupe atteint 2 669 millions d'euros (+ 43,1 %) conduisant à un ROE annualisé (sur les capitaux propres moyens hors plus-values latentes) de 19 % (contre 15,9 % en 2005 hors coûts liés au rapprochement). La rentabilité des capitaux propres alloués aux métiers ressort à 22,5 %.

Structure financière du groupe.

Au 30 juin 2006, les capitaux propres, part du groupe, (y compris le résultat de l'exercice) s'élèvent à 32,3 milliards d'euros.

Leur augmentation depuis le 1er janvier 2006 (+ 1,7 milliard d'euros) s'explique pour l'essentiel par le résultat du semestre (2,7 milliards d'euros), diminué des dividendes versés par Crédit agricole S.A. au titre de l'exercice 2005 (1,2 milliard d'euros après dividendes perçus des Caisses régionales et des filiales). Elle résulte aussi de l'accroissement des gains latents sur les titres disponibles à la vente, des écarts de conversion et de la quote-part des capitaux propres des sociétés mises en équivalence.

Au 30 juin 2006, le capital social de Crédit agricole S.A. s'élève à 4 491 966 903 euros, divisé en 1 497 322 301 actions. Il n'a pas connu d'évolution depuis le 26 août 2005.

Les fonds propres bruts (capitaux propres, dettes subordonnées et assimilées) atteignent 59,3 milliards d'euros (contre 56,2 milliards d'euros au 31 décembre 2005), en augmentation de 3,1 milliards d'euros sur le semestre en liaison avec l'accroissement des capitaux propres et des dettes subordonnées (+ 1,6 milliard d'euros).

Après déduction de la part des intérêts minoritaires (1,3 milliard d'euros hors actions de préférence), la part du groupe dans les fonds propres atteint 58,1 milliards d'euros, en hausse de 3,1 milliards d'euros sur le semestre.

Au 30 juin 2006, le ratio international de solvabilité s'établit à 9,5 % contre 8,5 % au 31 décembre 2005 et 8,2 % au 30 juin 2005. Le ratio de solvabilité Tier One s'inscrit à 8,9 % contre 8,2 % au 31 décembre 2005 et 7,8 % au 30 juin 2005.

— Ratio international de solvabilité du groupe Crédit agricole S.A. :

(En milliards d'euros)	31/12/2005	30/06/2006
Risques		
Risques de crédit	224,7	235,5
Risques de marchés	23,8	15,7
Risques de taux	18,5	9,6
Risques actions	0,3	0,6
Risques de change	1,4	2,6
Risques sur les matières premières	0,0	0,0
Risques évalués par modèle interne	3,6	3,0
Total des risques pondérés (dénominateur)	248,5	251,2
Fonds propres disponibles		
Tier 1	20,7	22,3
Tier 2	16,5	17,9
Tier 3	0,7	0,9
Déductions	-16,8	-17,2
Total des fonds propres disponibles	21,1	23,9
Ratio de solvabilité Tier 1	8,2%	8,9%
Ratio de solvabilité global	8,5%	9,5%

L'évolution des différentes composantes du ratio s'analyse comme suit :

— Les encours pondérés s'élèvent à 251,2 milliards d'euros au 30 juin 2006 contre 248,5 milliards d'euros sur l'année 2005 (+ 1,1 %). Les encours pondérés des risques de crédit progressent de près de 10,8 milliards d'euros sur la période (+ 4,8 %) reflétant pour partie l'augmentation des risques pondérés de la Banque de financement et d'investissement (+ 3 %).

Dans le même temps les encours pondérés des risques de marchés s'élèvent à 15,7 milliards d'euros, en recul de 8,1 milliards d'euros sur leur niveau au 31 décembre 2005. Cette diminution résulte essentiellement de l'utilisation du modèle interne de Value At Risk de Calyon pour mesurer son risque spécifique de taux.

— Les fonds propres de base (Tier 1) s'élèvent à 22,3 milliards d'euros au 30 juin 2006, en hausse de 1,6 milliard d'euros par rapport à fin 2005 principalement en raison du résultat conservé sur la période. Les fonds propres complémentaires (Tier 2) augmentent de près de 1,4 milliard d'euros à 17,9 milliards d'euros sous l'effet essentiellement des émissions de TSR et de TSDI. Les fonds propres surcomplémentaires admis au ratio (Tier 3) s'élèvent à 0,9 milliard d'euros contre 0,7 milliard d'euros en 2005.

Les déductions, quant à elles, augmentent de près de 0,5 milliard d'euros principalement en raison de la hausse de la valeur des établissements mis en équivalence.

Résultats par pôle d'activité.

Au sein du groupe Crédit agricole S.A., les activités sont organisées en sept lignes métiers :

- deux pour la banque de proximité en France : le pôle Caisses régionales et le pôle LCL ;
- les services financiers spécialisés ;
- la gestion d'actifs, les assurances et la banque privée ;
- la banque de financement et d'investissement ;
- la banque de détail à l'international ;
- et la gestion pour compte propre et divers.

Cette organisation des pôles métiers est présentée en pages 50 à 59 du document de référence de Crédit agricole S.A et décrite dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2005 - note n° 8 « Informations sectorielles » - (cf. page 179 du document de référence).
Entre les premiers semestres 2005 et 2006, aucune modification n'est intervenue dans le découpage des activités.

Allocation du capital.

La méthodologie d'allocation des fonds propres par pôle et de calcul des retours sur fonds propres ou ROE (Return On Equity) n'a pas été modifiée par rapport à celle en vigueur au 31 décembre 2005. Les règles sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés de Crédit agricole S.A. n°8 « Informations sectorielles » (cf. page 179 du document de référence).

- Risques pondérés retenus pour l'allocation des fonds propres :

(En milliards d'euros)	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France	93,3	103,3
Caisses régionales (25 %)	53,8	59,8
LCL	39,5	43,5
Services financiers spécialisés	35,8	39,2
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	13,1	16,2
Banque de financement et d'investissement	125,3	135,2
Banque de détail à l'international	3,2	3,7

- Fonds propres alloués par métier :

(En milliards d'euros)	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France	5,8	6,3
Caisses régionales	3,4	3,7
LCL	2,4	2,6
Services financiers spécialisés	2,1	2,4
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	5,8	6,8
Banque de financement et d'investissement	7,7	8,4
Banque de marchés et d'investissement	2,6	2,5
Banque de financement	5,1	5,9
Banque de détail à l'international	2,4	2,6
Total des fonds propres alloués aux métiers	23,8	26,5

(en %)	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France	24,2 %	23,9%
Services financiers spécialisés	8,9 %	9,0%
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	24,5%	25,7%
Banque de financement et d'investissement	32,5 %	31,7%
Banque de détail à l'international	9,9 %	9,7%
Fonds propres alloués aux métiers	100 %	100 %

Pour chacun des métiers, le ROE (Return On Equity) est obtenu en divisant le résultat net du métier hors variations de valeur des écarts d'acquisition - après refacturation des excédents ou déficits de fonds propres - par le montant des fonds propres, fin de période, alloués à ce métier.
Pour l'exercice 2005, le résultat net s'entend hors variations de valeur des écarts d'acquisition et avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A.

Résultats par pôle d'activité.

La progression des résultats est forte pour l'ensemble du groupe ; au cours du premier semestre 2006, la contribution des 6 pôles métiers au résultat net consolidé de Crédit agricole S.A. s'accroît de près de 27 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

— Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit agricole S.A. :

(En millions d'euros)	30/06/2005	30/06/2006
Banque de proximité en France - Caisses régionales	373	337
Banque de proximité en France - LCL	291	365
Services financiers spécialisés	230	259
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	558	749
Banque de financement et d'investissement	603	923
Banque de détail à l'international	229	262
Gestion pour compte propre et divers	-419	-226
Total	1 865	2 669

1. Banque de proximité en France - Caisses régionales de Crédit agricole.

Au cours du premier semestre 2006, la contribution des Caisses régionales au résultat net consolidé de Crédit agricole S.A. s'établit à 337 millions d'euros contre 373 millions d'euros au premier semestre 2005.

Sur la période, l'activité des Caisses régionales a été dynamisée sur les différents marchés par les campagnes de communication nationales. Poursuivant la relance de leur dynamique commerciale engagée depuis la fin 2005, elles diffusent des nouvelles offres commerciales reflétant le nouveau positionnement du Crédit agricole (« Codebis » et « Vivactions » dans le cadre de la campagne épargne, « Goodloc » et « Prêts Verts 1er achat » dans le cadre de la campagne habitat, le « Prêt à Piloter », le « DAT évolution 5 », le microcrédit professionnel et le « Prêt Repreneur » destiné aux professionnels, et plus récemment « Nouvelle Vie Jeunes Actifs » un ensemble de solutions destinés aux jeunes actifs, etc).

Les encours de collecte bilan et hors bilan augmentent de 5,6 % sur un an pour s'établir à 460,9 milliards d'euros à fin juin 2006. Cette progression est liée aux performances de l'assurance vie (+ 6,9 milliards d'euros sur 6 mois et + 13,6% sur un an) et des valeurs mobilières notamment des OPCVM (+ 9,9 %) et des actions (+ 20,5 %), qui bénéficient à la fois d'un très bon niveau de collecte (sous l'effet notamment du recyclage de l'épargne logement) et de l'évolution favorable des marchés actions d'une année sur l'autre (+ 17,4 % pour le CAC 40).

L'augmentation de la collecte bancaire est portée par les comptes à terme et les bons (+ 20 %), les dépôts à vue (+ 5,8 %) ainsi que les livrets (+ 8,5 %) dont le développement est soutenu par les bons résultats du Codebis, lancé en début d'année (850 000 contrats pour 2,7 milliards d'euros). En revanche, les encours d'épargne logement diminuent de 4,7 % par rapport à juin 2005. Cette décollecte nette liée à la modification de la fiscalité des plans anciens est toutefois en net ralentissement au second trimestre (-1,7 milliard d'euros) par rapport au 1er trimestre (-4,1 milliards d'euros).

La forte croissance des activités de crédit ne se dément pas tant en ce qui concerne la production (+ 15,5 %) que les encours (+ 11,4 %). Les réalisations de prêts atteignent 32,8 milliards d'euros dont 18,3 milliards d'euros pour les crédits à l'habitat (+ 17,2 % par rapport au premier semestre 2005). La production semestrielle de crédits est également en forte hausse dans les autres secteurs : + 36,8 % pour les collectivités locales, + 12,5 % pour les prêts à la consommation.

L'encours des prêts bruts s'établit à 280,8 milliards d'euros au 30 juin 2006 ; sa croissance poursuit son accélération (+ 11,4 % entre juin 2005 et juin 2006, après + 10,2 % fin 2005 et + 8,9 % au 30 juin 2005). La progression des encours est toujours très marquée pour les prêts à l'habitat (+ 15,1 % sur un an) mais également sur le marché des collectivités locales (+ 10,8 %) et sur celui des entreprises et des professionnels (+ 8,7 %).

Le poids des créances douteuses et litigieuses reste stable à 2,5 % des encours bruts en principal des créances clientèle. Néanmoins, leur provisionnement reste prudent ; le taux de couverture par les provisions ressort à 97,6 % (contre 97,1 % en 2005) dont 68,2 % hors provisions collectives.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
PNB social cumulé	6 254	6 886	+ 10,1 %
PNB retraité (*)	5 678	6 069	+ 6,9 %
Charges d'exploitation et amortissements	-3 306	-3 435	+ 3,9 %
Résultat brut d'exploitation cumulé	2 372	2 634	+ 11,1 %
Coût du risque	-345	-600	+74,0 %
Résultat d'exploitation	2 027	2 034	+0,4 %

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/2005
Quote-part de résultats des mises en équivalence	444	424	-4,4 %
Impôts (**)	-71	-87	+ 23,2 %
Résultat net	373	337	-9,7 %

(*) Données cumulées des 40 Caisses régionales mises en équivalence retraitées des dividendes et assimilés de Crédit agricole S.A. perçus par les Caisses régionales.

() Charge fiscale des dividendes perçus des Caisses régionales.**

Le résultat brut d'exploitation des Caisses régionales atteint 2 634 millions d'euros (données sociales cumulées retraitées des dividendes et assimilés reçus de Crédit agricole S.A.). Sa progression de 11,1 % par rapport au premier semestre 2005 résulte de deux facteurs favorables :

— une hausse de 6,9 % du produit net bancaire retraité. Ce dernier bénéficie d'une solide progression des commissions (+ 12,1 % sur un an) dont notamment les commissions liées aux placements d'assurance vie et IARD (en croissance de 18 %), aux opérations d'achats / ventes sur les titres et les OPCVM (+ 24 %). Les Caisses régionales ont réalisé une belle performance dans le placement auprès des particuliers de l'introduction en bourse d'Aéroport de Paris. En outre, les commissions de facturation directe sur les prêts augmentent de près de 13 % en liaison avec le dynamisme de l'activité crédit. La marge d'intérêt augmente de + 3,9 % d'un semestre sur l'autre, freinée par l'impact de l'évolution des marchés financiers sur l'activité de portefeuille.

Le PNB enregistre aussi des reprises de provisions d'épargne logement (175 millions d'euros) liées à la décollecte sur les plans d'épargne logement suite au changement de fiscalité intervenu fin 2005. Hors cet impact, le PNB augmente de 3,8 % ;

— une progression moindre des charges d'exploitation (+ 3,9 %), à 3 435 millions d'euros. Cette évolution résulte pour partie d'une croissance des frais de personnel et notamment de l'intéressement et de la participation (près de 1 % des charges d'exploitation) liés aux dividendes reçus de Crédit agricole S.A. et du renforcement des provisions pour retraites. Elles s'inscrivent dans un contexte d'accélération des investissements commerciaux (75 ouvertures d'agences en un an, campagnes publicitaires). En conséquence, le coefficient d'exploitation des Caisses régionales s'améliore à 56,6 % (-1,6 point par rapport au premier semestre 2005).

A 600 millions d'euros, la forte augmentation du coût du risque des Caisses régionales par rapport aux 2 semestres précédents (+ 74 % par rapport au premier semestre 2005) reflète principalement une politique de renforcement des provisions par les Caisses régionales fondée notamment sur la méthodologie Bâle II. Le coût du risque de crédit représente 27 points de base des encours de crédit contre 23 points de base au premier semestre 2005.

Au total, après passage au référentiel IFRS des comptes individuels, intégration des comptes de leurs filiales et retraitements de consolidation, la quote-part de résultat des Caisses régionales atteint 424 millions d'euros contre 444 millions d'euros au premier semestre 2005 et la contribution du pôle « Caisses régionales » au résultat net consolidé de Crédit agricole S.A. ressort à 337 millions d'euros.

2. Banque de proximité en France – LCL

Dans le réseau LCL, le lancement réussi de la nouvelle marque il y a un an et les campagnes publicitaires du second semestre 2005 et du début 2006 ont généré une nouvelle dynamique commerciale. La progression du nombre de comptes de particuliers s'est sensiblement accélérée avec + 80 000 comptes en un an (soit +1,8 % contre +0,6 % un an avant). Les offres lancées récemment (mi-juin) dans le cadre de la nouvelle campagne publicitaire (Simplicio : remise sur la facture d'électricité et prise en charge des formalités de transfert de compte, la souscription en ligne des crédits à la consommation, le Crédit Pro) devraient renforcer encore l'attractivité de l'enseigne. Le réseau continue de s'étendre avec 19 nouvelles agences ouvertes au cours du premier semestre.

Les encours de collecte bilan et hors bilan enregistrent une progression de 6,2 % (contre + 5,9 % au premier semestre 2005) pour atteindre 130 milliards d'euros. La collecte hors bilan, et notamment les titres, progressent sensiblement, tirés en partie par la bonne tenue des marchés financiers au premier trimestre. L'assurance vie affiche aussi de bonnes performances avec une collecte semestrielle en hausse de 19,4 % par rapport à celle du premier semestre 2005 et des encours en hausse de 9,7 % à 34,2 milliards d'euros.

Dans le domaine de la collecte bilan, le réseau confirme également sa dynamique : les livrets d'épargne enregistrent une forte hausse de leurs encours (+ 20,2 % sur un an) et la croissance des dépôts à vue poursuit son accélération : + 6,1 % entre juin 2005 et juin 2006 contre + 5,9 % fin 2005 et + 5,2 % il y a un an.

Les encours de crédits progressent fortement (+ 16,2 %) à 58,4 milliards d'euros au 30 juin 2006 sous l'effet d'une production très soutenue dans l'ensemble des secteurs. Les crédits à l'habitat profitent de la bonne tenue du marché immobilier en secteur urbain avec une production semestrielle record (7,5 milliards d'euros). La production de crédits à moyen et long terme aux entreprises et aux professionnels se maintient sur un rythme élevé (+ 29,2 % pour la clientèle des professionnels et + 33,3 % pour la clientèle des entreprises). En crédit à la consommation, la production enregistre déjà un rebond notable (+ 4,6 % par rapport à la période correspondante de 2005) qui devrait se confirmer suite au lancement, début juin, du crédit à la consommation intégralement en ligne. LCL est la première banque française à proposer cette offre interactive, personnalisée et rapide.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	1 737	1 860	+7,0 %
Charges d'exploitation et amortissements	-1 240	-1 246	+ 0,4 %
Résultat brut d'exploitation	497	614	+ 23,5 %
Coût du risque	-72	-71	-1,5 %
Résultat avant impôts	425	543	+ 27,8 %
Impôts	-128	-163	+27,8 %
Résultat net	297	380	+ 27,8 %
Résultat net part du groupe	291	365	+ 25,5 %

Le résultat brut d'exploitation augmente très fortement (+ 23,5 %) pour s'établir à 614 millions d'euros au premier semestre 2006. Le produit net bancaire s'accroît de 7 % à 1 860 millions d'euros ; il intègre des reprises de provisions d'épargne logement. Corrigé de cet effet et de produits non récurrents en 2005, le produit net bancaire et le résultat brut d'exploitation progressent respectivement de 3,8 % et de 12,6 %. Les commissions augmentent au rythme de 9,6 %, tirées en particulier par les placements financiers (assurance vie et valeurs mobilières) qui profitent de la bonne tenue des marchés et de l'impact de la nouvelle fiscalité qui affecte les plans d'épargne logement. LCL s'est également distingué dans le placement auprès des particuliers des titres Aéroports de Paris à l'occasion de son introduction en Bourse (16,1 % des titres alloués). Sur le marché des entreprises, la bonne tenue des activités de Corporate Finance au cours du semestre génère une augmentation de 26 % des commissions perçues au titre du montage des dossiers.

Les charges d'exploitation sont quasiment stables sur un an (+ 0,4 %), les efforts de productivité, notamment par réduction des effectifs, permettant de maintenir un niveau soutenu d'investissements commerciaux (créations et rénovations d'agences). En conséquence, le coefficient d'exploitation (67 %) s'améliore de 4,4 points par rapport au premier semestre 2005 (et de 2,3 points hors l'impact de l'épargne logement et des éléments non récurrents de 2005).

La charge du risque reste faible ; elle diminue de 1,5 % par rapport au premier semestre 2005 et revient à 33 points de base des encours pondérés (contre 37 points de base à fin 2005).

Le résultat net du pôle s'établit à 380 millions d'euros sur le semestre, en croissance de 27,8 % par rapport à celui du premier semestre 2005, dégageant un ROE de 29,1 %.

3. Services financiers spécialisés.

Le pôle Services Financiers Spécialisés enregistre, au cours du premier semestre 2006, une nouvelle progression régulière de ses résultats opérationnels et de son activité, à l'international notamment.

La production de crédits à la consommation atteint 12 milliards d'euros sur le semestre, en hausse de 6,4 % sur celle du premier semestre 2005 ; 40 % de la production est réalisée à l'étranger.

Les encours de crédits s'élèvent 39,3 milliards d'euros et augmentent de 15,0 % sur un an. Les encours hors de France marquent une progression très vive de 34,4 % avec des performances particulièrement remarquables en Italie (Agos Itafinco : + 36 %), en Espagne (Finconsum : + 56 %) et au Portugal (Credibom : + 54 %). En Pologne, l'activité crédit à la consommation de Lukas évolue favorablement (+ 18 % à taux de change constant) sous l'impulsion du développement du réseau (ouverture de 17 nouveaux *credit centers* au cours du semestre).

En France, Sofinco s'affiche comme un leader du crédit à la consommation en ligne (37 % des demandes de prêts réalisées en ligne).

Présent dans 16 pays, le groupe poursuit sa politique d'acquisition à l'international avec la conclusion récente d'un nouveau partenariat portant sur la création d'une joint venture « Fiat Auto Financial Services » (FAFS), qui sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat auto en Europe.

Le métier de crédit à la consommation dégage un résultat brut d'exploitation de 562 millions d'euros, en hausse de 15,3 % par rapport au premier semestre 2005. A 1 088 millions d'euros, le PNB augmente de 12,0 % et les charges d'exploitation de 8,7 %. Contenues sur la France, ces dernières progressent davantage à l'international en liaison avec les acquisitions de Credilar, de CP Leasing (devenu Credium) et d'Ares (sociétés non consolidées ou partiellement au premier semestre 2005). Elles augmentent aussi en liaison avec l'ouverture des 17 *credit centers* en Pologne.

En crédit-bail, la production semestrielle ressort à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 6,3 % sur un an. L'activité est plus soutenue à l'international, notamment en Espagne et en Pologne. En France, elle est portée par le crédit-bail immobilier (+ 32 %) et le financement d'équipements publics et d'investissements environnementaux (+ 16 %).

Dans un marché très concurrentiel, l'activité d'affacturage continue de progresser avec un chiffre d'affaires factoré en hausse de 9,4 % à 16,3 milliards d'euros. L'activité des filiales étrangères progresse de 21 % sur un an grâce au réseau européen (filiale allemande en particulier). La part du chiffre d'affaires semestriel réalisée à l'international représente 35 %.

Après la finalisation du rapprochement Transfact et Eurofactor qui a donné naissance au leader de l'affacturage en France, Eurofactor présente une nouvelle organisation commerciale autour de trois marques commerciales, chacune dédiée à un réseau d'apport :

- Crédit agricole Factoring pour les Caisses régionales ;
- LCL factoring pour le réseau LCL ;
- Eurofactor pour les courtiers en assurance crédit et les autres partenaires.

Eurofactor qui dispose déjà de la gamme des prestations la plus étendue du marché renforce encore son offre avec le lancement « d'Eurofactor Alliance », nouveau service d'affacturage destiné aux entreprises qui souhaitent se prémunir contre les variations de leur durée de crédit clients.

L'augmentation des charges d'exploitation sur le semestre (+ 3 millions d'euros soit + 5,1 %) est liée aux frais immobiliers induits par le regroupement géographique des équipes (consécutive à la fusion en 2005 de Transfact et d'Eurofactor) ainsi qu'à la mise en oeuvre, en avril, d'un système d'information intégré.

Au total, le pôle dégage un résultat brut d'exploitation de 624,4 millions d'euros en hausse de 10,6 % résultant d'un produit net bancaire en développement de 9,4 % à 1 309 millions d'euros et des charges d'exploitation en hausse plus limitée (+ 8,3 %). Après un coût du risque de 212 millions d'euros, en progression de 29 millions d'euros par rapport au premier semestre 2005 principalement sur le crédit à la consommation à l'étranger, le résultat d'exploitation atteint 412 millions d'euros, en hausse de 8,0 %.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	1 197	1 309	+ 9,4 %
Charges d'exploitation et amortissements	-632	-685	+ 8,3 %
Résultat brut d'exploitation *	565	624	+ 10,6 %
Coût du risque	-183	-212	+ 16,1 %
Résultat d'exploitation *	382	412	+ 8,0 %
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2	3	n.s.
Charges liées au rapprochement	-18	-	-
Résultat avant impôts	366	415	+ 13,5 %
Impôt sur les bénéfices	-123	-141	+15,2%
Résultat net	243	274	+ 12,7 %
Résultat net part du groupe	230	259	+ 12,5 %

* En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.

Le résultat avant impôt ressort à 415 millions d'euros, en hausse de 13,5 % par rapport au premier semestre 2005. Le résultat net s'établit à 274 millions d'euros, en progrès de 12,7 %, et le rendement des fonds propres atteint 22,8 %.

4. Gestion d'actifs, assurances et banque privée.

Les métiers de Gestion d'actifs, d'assurances et de banque privée enregistrent une vive progression de leur activité commerciale et de leurs résultats : une collecte particulièrement élevée, des encours cumulés sous gestion (hors doubles comptes) de 594,5 milliards d'euros (+ 28,8 % sur un an et + 15,2 % à périmètre constant c'est-à-dire principalement hors l'impact de l'acquisition de Nextra) et un résultat net en hausse de plus de 30 % (avant coûts liés au rapprochement en 2005) à 761 millions d'euros. Au total, la contribution du pôle au résultat consolidé du groupe s'accroît vivement.

En gestion d'actifs, la dynamique de croissance des actifs sous gestion se poursuit au cours du semestre. A 520,4 milliards d'euros au 30 juin 2006, les encours sous gestion progressent de 31,5 % sur un an (dont + 16,1 % à périmètre constant c'est-à-dire hors acquisition de 65 % de Nextra et cession à Banca Intesa de 35 % de CAAM Sgr).

La collecte nette a enregistré un niveau exceptionnel de 31,7 milliards d'euros soit 13 % des actifs gérés en taux annualisé. Elle bénéficie en particulier du succès des fonds spécialisés (notamment gamme VaR) auprès de la clientèle institutionnelle (64 % de la collecte). Les fonds obligataires enregistrent aussi des apports importants (25 % de la collecte) sous l'effet notamment de la commercialisation par le nouveau bureau de représentation ouvert à Abu Dhabi de 2 nouveaux mandats (1,2 milliard d'euros) gérés à Londres ainsi que des replacements des fonds des plans d'épargne-logement anciens.

Le semestre a enregistré des réussites commerciales : en France, avec le lancement de 5 fonds dont « Atout Vivactions » qui a obtenu le prix spécial du jury « Les actifs du patrimoine » de l'Agefi et « CAAM Volatilité actions » qui a remporté « le Prix de l'innovation institutionnel ». A l'international, 5 fonds ont également été lancés dont 3 nouveaux compartiments « performance absolue ». En outre, CAAM est devenue la première société de gestion étrangère en Espagne (avec une collecte de plus de 3,2 milliards d'euros sur le semestre et des encours supérieurs à 10 milliards d'euros). De fait, CAAM poursuit son développement à l'étranger : ainsi, au 30 juin 2006, après l'acquisition de Nextra et la cession de 35 % de CAAM Sgr, 22 % des actifs sont commercialisés par les filiales internationales du groupe (contre moins de 10 % un an avant).

A l'inverse, dans un contexte de forte correction des marchés boursiers au cours des 2 derniers mois de la période, l'effet performance est défavorable de plus de 4 milliards d'euros sur le second trimestre et de 1,7 milliard d'euros sur le semestre.

Dans le domaine des services financiers aux institutionnels, le rapprochement des activités des deux groupes Crédit agricole S.A. et Caisses d'Epargne se poursuit. CACEIS Fastnet, issue du rapprochement de Fastnet France et d'Ixis AF, a été créée le 1er avril dernier. Par ailleurs, l'entité Ixis Urquijo a été renommée CACEIS Bank Espana. La fusion juridique des entités des entités CA-IS Bank et Ixis IS est prévue pour octobre prochain.

Leader en France, CACEIS se positionne parmi les 10 premiers acteurs mondiaux pour la conservation globale. Les encours d'actifs en conservation institutionnelle se sont développés de 150 milliards d'euros sur le semestre et représentent 1 696 milliards d'euros fin juin. Les fonds administrés, pour leur part, s'élèvent à 822 milliards d'euros, en hausse de 75 milliards d'euros depuis fin 2005.

Dans le domaine de la Banque privée, le semestre est marqué par une activité commerciale élevée dans un contexte de marchés chahuté sur la fin de période. La croissance de la fortune gérée (+2,6 milliards d'euros depuis le début de l'année et de + 9,5 % sur un an à périmètre constant) traduit un développement sensible de la collecte nette (+ 3,3 milliards d'euros sur 6 mois) tant à l'étranger après l'aboutissement des fusions des unités (notamment en Suisse et au Luxembourg), qu'en France avec l'accélération de la coopération entre la BGPI et les Caisses régionales. L'effet marché est positif sur la période (+ 0,7 milliard d'euros) mais l'impact défavorable du change (-1,4 milliard d'euros) en raison de la baisse des principales devises face à l'euro pèse sur la croissance des encours.

L'assurance vie enregistre une très forte activité dans un marché très actif. Les provisions mathématiques du groupe atteignent 153,8 milliards d'euros, en progression de 12,7 % sur un an. Le chiffre d'affaires s'élève à 13,6 milliards d'euros, en développement de plus de 39 % sur celui du premier semestre 2005 et de 49 % sur celui du second semestre 2005 ; il bénéficie pour partie des transferts en provenance des anciens plans d'épargne logement dont le régime fiscal a été modifié fin 2005. En particulier, la collecte sur les supports en unités de compte (UC) a plus que doublé en un an (+ 109 %) et représente 20 % de la collecte d'épargne. Le produit Predissime 9, notamment, rencontre un succès certain avec plus de 2,6 milliards d'euros de souscriptions sur le semestre. Les transformations en contrats multisupports des anciens contrats en euros (mesure Fourgous) ont concerné plus de 480 millions d'euros à fin juin avec un taux d'UC moyen global supérieur à 30 %.

De nombreuses distinctions ont couronné les contrats proposés par Predica : 8 contrats Prévoyance ont été distingués par les « Dossiers de l'Epargne », 6 trophées décernés par le magazine « Le Revenu », 3 palmes de l'assurance-vie décernées aux contrats PERP par le « Journal des Finances ».

Les assurances IARD connaissent un premier semestre 2006 dynamique, conforme au plan de développement du métier. Avec plus de 550 000 nouveaux contrats souscrits auprès de Pacifica, son portefeuille approche les 4,9 millions de contrats (+ 11,7 % sur un an). Le chiffre d'affaires global (Pacifica et Finaref) progresse de 19,2 % par rapport à celui du premier semestre 2005, à 806 millions d'euros. L'activité se développe rapidement sur les contrats santé (chiffre d'affaires en progression de 43,1 % sur un an – tous marchés confondus) ainsi que sur le marché des professionnels avec en particulier une forte croissance sur le marché agricole et le lancement réussi de l'assurance-dommages des artisans, commerçants et professions libérales. Par ailleurs, les ratios de sinistralités sont toujours très satisfaisants.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	1 529	1900	+ 24,3 %
Charges d'exploitation et amortissements	-688	-819	+ 18,9 %
Résultat brut d'exploitation *	841	1 081	+ 28,6 %
Coût du risque	4	1	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	13	37	X 2,8
Charges liées au rapprochement	-30	-	-
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-2	-2	n.s.
Résultat avant impôts	826	1 117	+ 35,3 %
Impôt sur les bénéfices	-262	-356	+ 36,1 %

Résultat net	564	761	+ 34,9 %
Résultat net part du groupe	558	749	+ 34,2 %

** En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.*

Ce dynamisme commercial de l'ensemble des activités du pôle se traduit par une forte progression du produit net bancaire (+ 24,3 %). Dans le même temps, les charges d'exploitation progressent de 18,9 % ; dans la gestion d'actifs, elles supportent notamment l'intégration de Nextra, la croissance des effectifs et des charges informatiques, et dans l'assurance-vie l'augmentation des impôts et taxes.

Le résultat brut d'exploitation ressort en progression de 28,6 % (avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A en 2005).

Le résultat des sociétés mises en équivalence de 37 millions d'euros sur le semestre (contre 13 millions d'euros au premier semestre 2005) provient essentiellement de la contribution de la filiale d'assurance portugaise Tranquilidade Vida renommée BES Vida.

Le résultat net du pôle atteint 761 millions d'euros, en hausse de 34,9 % par rapport au résultat du premier semestre 2005, et le rendement des fonds propres alloués s'établit à 22,5 %.

5. Banque de financement et d'investissement.

La banque de financement et d'investissement dégage un résultat net de 957 millions d'euros, en hausse de 50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005.

Le premier semestre 2006 enregistre le plus haut niveau de revenus jamais réalisé par le pôle ainsi qu'une nette amélioration de son efficacité opérationnelle et de sa rentabilité. Ces performances confirment le bien fondé de la stratégie de développement de Calyon reposant sur une offre produits complète, un réseau international étendu et une politique d'investissement progressive et régulière.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	2 152	2 889	+ 34,2 %
Charges d'exploitation et amortissements	-1 362	-1 683	+ 23,5 %
Résultat brut d'exploitation *	790	1 206	+ 52,8 %
Coût du risque	24	-15	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	52	91	+ 75,0 %
Résultats nets sur autres actifs	3	-4	n.s.
Charges liées au rapprochement	-40	-	-
Résultat avant impôts	829	1 278	+ 54,2 %
Impôt sur les bénéfices	-192	-321	+ 67,2 %
Résultat net	637	957	+ 50,3 %
Résultat net part du groupe	603	923	+ 53,2 %

** En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.*

Le produit net bancaire s'établit à 2 889 millions d'euros, en augmentation de 34,2 % par rapport au 1er semestre 2005 (+ 32,4 % à taux de change constants). Cette très forte progression, obtenue dans un environnement favorable, reflète la pertinence du modèle de développement de Calyon orienté vers le client et vers l'international : en effet, elle traduit d'une part la poursuite de l'extension de la base de clientèle mondiale (institutionnels et corporates) ; elle reflète de l'autre les effets de la politique de déploiement des lignes produits dans le réseau mondial comme en témoigne la croissance des revenus, plus vive à l'international (+ 56 % par rapport au premier semestre 2005) qu'en France (+16 %).

Calyon dispose d'une palette d'activités qui a continué de se développer progressivement dans de nombreux métiers au cours du premier semestre 2006. Ainsi dans les dérivés actions, la couverture pays a-t-elle été étendue à la Scandinavie et à la Corée du sud notamment ; les activités de structuration et de dérivés sur fonds déployées au sein de CASAM ont en outre continué de se développer. Les activités de cash CDO réalisées par les équipes de structurés de crédit ont poursuivi leur essor. En titrisation, Calyon a réalisé sa première opération de conduit CMBS au Japon.

En financements structurés, les opérations de financements immobiliers ont pris de l'ampleur en Europe de l'Est et le dispositif y a été renforcé. Les ventes se sont par ailleurs intensifiées en trade finance dans l'ensemble du réseau.

La hausse des charges d'exploitation (+ 23,5 %) reste modérée eu égard au niveau d'activité et le résultat brut d'exploitation ressort à 1 206 millions d'euros, en hausse de 52,8 % par rapport au 1er semestre 2005 (+ 49,8 % à taux de change constant). En conséquence, le coefficient d'exploitation s'améliore très fortement (- 5 points sur un an) ; à 58,3 % au premier semestre 2006, il atteint un niveau d'efficacité opérationnelle qui situe Calyon parmi les meilleures BFI européennes.

La forte progression des résultats des sociétés mises en équivalence (+ 75 % à 91 millions d'euros) est portée par les résultats de la BSF.

Le résultat net du pôle ressort à 957 millions d'euros (+ 50,3 % par rapport au résultat du premier semestre 2005). La rentabilité des capitaux propres alloués au métier s'établit à 23,0 %.

— La banque de financement :

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	924	1 086	+ 17,5 %
Charges d'exploitation et amortissements	-411	-426	+ 3,4 %
Résultat brut d'exploitation *	513	660	+ 28,9 %
Coût du risque	28	-16	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	52	91	+75,0%
Résultats nets sur autres actifs	1	-	n.s.
Charges liées au rapprochement	-11	-	n.s.
Résultat avant impôts	583	735	+26,2 %
Impôt sur les bénéfices	-129	-175	+35,7 %
Résultat net	454	560	+23,5 %
Résultat net part du groupe	424	543	+ 28,3 %

** En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.*

La contribution de la seule banque de financement au résultat du groupe s'apprécie de 23,5 % à 560 millions d'euros.

Le produit net bancaire du semestre atteint 1 086 millions d'euros, en hausse de 17,5 % sur un an ; il bénéficie de la bonne orientation générale de l'activité : c'est notamment le cas au sein du réseau international de Calyon qui tire parti de ses implantations dans des zones à forte croissance telles que l'Asie et le moyen-Orient.

Par ailleurs, les financements structurés, qui s'appuient sur des positions de premier plan détenues dans plusieurs de ses métiers, conservent une dynamique de croissance satisfaisante, notamment en trade finance, en financements télécoms et immobiliers. Enfin, le produit d'une opération significative de restructuration de dettes est venu conforter la performance d'ensemble du semestre.

Grâce à la bonne maîtrise des charges d'exploitation (+ 3,4 %), le résultat brut d'exploitation progresse de 28,9 % à 660 millions d'euros et le coefficient d'exploitation s'inscrit à 39,2 %, en amélioration de 5,4 points par rapport à celui du 1er semestre 2005.

Le coût du risque reste faible puisqu'il enregistre une dotation nette de 16 millions d'euros au semestre.

La banque de marchés et d'investissement :

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	1 228	1 803	+ 46,8 %
Charges d'exploitation et amortissements	-951	-1 257	+ 32,2 %
Résultat brut d'exploitation *	277	546	+97,0 %
Coût du risque	-4	1	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultats nets sur autres actifs	2	-4	n.s.
Charges liées au rapprochement	-29	-	-
Résultat avant impôts	246	543	X 2,2
Impôt sur les bénéfices	-63	-146	X 2,3
Résultat net	183	397	X 2,2
Résultat net part du groupe	179	380	X 2,1

** En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.*

Au cours du premier semestre 2006, la banque de marchés et d'investissement poursuit sa croissance confirmant sa capacité à générer des revenus très élevés dans une conjoncture globalement porteuse ; le PNB atteint le niveau record de 1 803 millions d'euros, en progression de 46,8 % sur celui du 1er semestre 2005, et de 33,1 % sur celui du second semestre 2005.

Au sein des marchés de capitaux, le très haut niveau de revenus obtenus en dérivés de taux démontre que Calyon bénéficie d'une position de premier plan dans ces activités. De même, d'excellentes performances sont réalisées sur les marchés de crédit : structurés, titrisations et obligataire. Pour leur part, les dérivés actions poursuivent leur développement conformément aux objectifs et le change et la trésorerie connaissent une bonne orientation de leurs activités.

En courtage, CLSA, CA Cheuvreux et Calyon Financial profitent de conditions de marchés favorables, notamment au premier trimestre 2006, pour capter des volumes d'opérations plus importants et faire progresser de moitié les revenus semestriels globaux par rapport au premier semestre 2005.

A 546 millions d'euros, le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2006 double (+ 97 %) sur un an, bénéficiant de l'effet de ciseau favorable entre les rythmes de progression du PNB et des charges. Le coefficient d'exploitation s'améliore ainsi de 7,7 points pour s'établir à 69,7 % soit légèrement en dessous du niveau cible de 70 %.

Au total, la contribution de la banque de marchés et d'investissement au résultat net de Crédit agricole S.A. fait plus que doubler sur un an à 397 millions d'euros.

6. Banque de détail à l'international.

Le pôle Banque de détail à l'international se développe par croissance externe dans la ligne du plan de développement 2006-2008.

De fait, le premier semestre 2006 a été très actif en termes d'opérations de croissance externe avec, notamment, en février l'acquisition de la banque de détail égyptienne Egyptian American Bank qui a donné naissance, le 1er septembre, à la banque Crédit agricole Egypt après le regroupement de ses opérations avec celles de Calyon Bank Egypt, le renforcement dans le capital du BES au Portugal et, en mars, l'annonce de l'acquisition d'Index Bank en Ukraine.

En outre, le succès remporté début août par Crédit agricole S.A. dans l'offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. (avec 72 % du capital) constitue une nouvelle étape majeure dans le développement international du groupe. Cette acquisition de la troisième* banque grecque permet d'étendre sa couverture géographique et donne accès à un marché en croissance dans une région en rapide expansion (cf. communiqué de presse du 9 août 2006 dans « Tendances récentes et perspectives - événements récents »).

* Emporiki : troisième banque grecque en termes d'agences, quatrième par le montant total des prêts gérés, cinquième en terme d'actifs.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	152	222	+46,3 %
Charges d'exploitation et amortissements	-129	-177	+ 37,9%
Résultat brut d'exploitation	23	45	+93,5 %
Coût du risque	-13	-22	+ 72,2%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	230	260	+12,8 %
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôts	240	283	+ 17,4 %
Impôt sur les bénéfices	0	-2	n.s.
Résultat net	240	281	+ 16,9 %
Résultat net part du groupe	229	262	+ 14,5 %

La forte croissance du résultat brut d'exploitation du pôle Banque de détail à l'international au premier semestre 2006 (+93,5 % à 45 millions d'euros) reflète l'acquisition d'Egyptian American Bank ainsi que celle de la banque Serbe Meridian Bank consolidée depuis la fin de l'année 2005.

Le résultat des sociétés mises en équivalence passe de 230 millions d'euros au premier semestre 2005 à 260 millions d'euros. Banca Intesa en est le principal contributeur avec un résultat mis en équivalence de 234 millions d'euros. Son accroissement de 21,7 % sur un an traduit l'amélioration de la solidité financière de la banque. En revanche, la contribution du BES dans les comptes consolidés est affectée par l'harmonisation de la méthode de couverture des engagements de retraites avec celle du groupe.

Le résultat net du pôle s'élève à 281 millions d'euros, en hausse de 16,9 % sur celui du premier semestre 2005, conduisant à un ROE de 22,4 %.

7. Gestion pour compte propre et divers.

La contribution du pôle gestion pour compte propre et divers au résultat du groupe s'améliore sensiblement passant de - 312 millions d'euros au premier semestre 2005 à - 123 millions d'euros au premier semestre 2006.

(En millions d'euros)	S1 2005	S1 2006	Variation 2006/ 2005
Produit net bancaire	-72	-13	- 81,8 %
Charges d'exploitation et amortissements	-411	-380	- 7,6 %
Résultat brut d'exploitation *	-483	-393	- 18,7 %
Coût du risque	-21	24	n.s.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-3	73	n.s.
Résultats nets sur autres actifs	17	61	X 3,5
Charges liées au rapprochement	-56	-	-
Résultat avant impôts	-546	-235	- 57,0 %
Impôt sur les bénéfices	234	112	- 52,3 %
Résultat net	-312	-123	- 60,6 %
Résultat net part du groupe	-419	-226	- 45,9 %

** En 2005, avant coûts liés au rapprochement entre le Crédit Lyonnais et Crédit agricole S.A. En 2006, le rapprochement étant achevé, cette catégorie de charges n'existe plus.*

Cette évolution positive provient des activités de private equity qui génèrent un produit net bancaire de 96 millions d'euros (contre 35 millions d'euros au premier semestre 2005). Celui-ci traduit l'activité soutenue de Crédit agricole Private Equity (CAPE) en capital risque sur l'ensemble du semestre. Selon le baromètre européen publié par Ernst & Young, CAPE a été classé investisseur en capital risque le plus actif dans les entreprises françaises au 1er trimestre 2006. Il ressort à la seconde place du classement pour les investissements dans les entreprises européennes.

Crédit agricole Private Equity, qui entend continuer à développer la gestion pour compte de tiers et augmenter significativement son volume d'investissement annuel, a lancé courant juin deux nouveaux véhicules d'investissement : Capenergie, 1er FCPR dédié aux énergies renouvelables, et Meridiam Infrastructure, activité de financement en fonds propres et quasi-fonds propres des infrastructures en Partenariats Publics Privés. Hors les activités de private equity, le pôle enregistre une hausse des revenus de la gestion financière par rapport au premier semestre 2005. A l'inverse, il inclut un accroissement de 22 millions d'euros des coûts de financement des investissements réalisés.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'accroît de 76 millions d'euros d'un semestre sur l'autre en raison de la prise en compte au premier trimestre 2006 du résultat définitif de l'exercice 2005 d'Eurazeo, participation cotée (+ 70 millions d'euros).

Le résultat net sur autres actifs de 61 millions d'euros enregistre notamment la plus-value de cession de 35 % de CAAM Sgr Italie à Banca Intesa, la plus-value liée à la cession à ESFG du contrôle minoritaire sur les filiales d'assurances portugaises Partran et Tranquilidade, la plus-value de cession sur le logiciel de gestion d'épargne salariale Pacteo.

La gestion des risques dans le groupe Crédit agricole S.A. : facteurs de risques, pilotage et exposition aux risques.

Le contrôle interne.

A la suite de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2006 des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (arrêté du ministre des finances du 31 mars 2005), le premier semestre 2006 a été consacré au déploiement de la nouvelle organisation des fonctions de contrôle, dont les responsables avaient été nommés ou confirmés au cours de l'année 2005 : Directeur des Risques et Contrôles Permanents groupe, Inspecteur Général groupe (contrôle périodique), directement rattachés au Directeur Général de Crédit agricole S.A. et, au sein du Secrétariat Général dirigé par un membre du Comité exécutif du groupe Crédit agricole S.A., Directeur de la Conformité.

Le Comité de Contrôle Interne groupe, chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle prévues par la nouvelle réglementation, s'est réuni au cours du premier semestre, sous la présidence du Directeur Général de Crédit agricole S.A. Ce comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en oeuvre au sein du groupe Crédit agricole. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne communes à l'ensemble du groupe (Crédit agricole S.A., filiales de Crédit agricole S.A., Caisses régionales, structures communes de moyens) et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée.

Au cours du premier semestre, Crédit agricole S.A. a procédé à l'émission de recommandations relatives à l'accomplissement des obligations légales et réglementaires relatives au contrôle interne : rapport du Président au titre de la loi de sécurité financière, rapports de contrôle interne au titre du règlement 97-02, déploiement des normes relatives à l'encadrement des prestations essentielles externalisées. Des travaux d'approfondissement des dispositifs et des outils dévolus aux contrôles permanents ont été poursuivis, sous l'égide de la Direction des Risques et Contrôles Permanents groupe.

L'organisation de la conformité.

Au cours de la période sous revue, la direction de la conformité s'est assurée de l'application opérationnelle du programme renforcé de contrôle de conformité, demandé par la Commission bancaire et par la Réserve Fédérale des Etats-Unis, dans l'ensemble des entités du groupe Crédit agricole S.A.

Des mesures organisationnelles ont été adoptées pour répondre aux modifications de la réglementation relative au contrôle interne et ont donné lieu à la nomination de responsables Conformité ainsi qu'au rapprochement du département Sécurité Financière, précédemment rattaché à l'Inspection Générale groupe, et de la direction de la conformité-déontologie pour former la direction de la conformité.

En application des nouvelles dispositions réglementaires relatives à la remontée des dysfonctionnements dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques propres aux activités bancaires et financières, certaines dispositions du règlement intérieur de Crédit agricole S.A. ont été modifiées, qui seront présentées aux partenaires sociaux courant du deuxième semestre 2006.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation des collaborateurs du groupe Crédit agricole S.A. ont été engagées au cours du premier semestre pour accompagner la mise en place de la transposition en droit français de la directive « Abus de marché ».

Un renforcement des contrôles automatisés a été opéré dans le suivi des réglementations du Bank Holding Company Act et de franchissement de seuil, et un outil de filtrage a priori des flux internationaux a été mis en place dans les implantations asiatiques aux fins de respect des mesures de gel des avoirs et d'embargos.

Par ailleurs, le choix d'un logiciel de monitoring des comptes a été effectué pour la banque de proximité conjointement par l'ensemble des Caisses régionales et LCL. Sa mise en place qui débutera au second semestre de 2006 sera achevée en 2007 dans toutes les Caisses régionales.

A la suite de la réalisation du plan de formation 2005, 75 % des 50 000 personnes formées du groupe Crédit agricole S.A. ont répondu à un questionnaire d'auto-contrôle dont les résultats traduisent une forte compréhension des enjeux et des principes de la conformité.

Le contrôle périodique.

Dans le cadre des évolutions du dispositif de contrôle interne rendues nécessaires par les évolutions réglementaires, l'inspection générale groupe a pour responsabilité exclusive, depuis le 1er janvier 2006, d'assurer le contrôle périodique du groupe Crédit agricole au travers des missions qu'elle mène et du pilotage de la ligne métier audit-inspection qui lui est hiérarchiquement rattachée.

Les missions de vérifications sur place et sur pièces de l'inspection générale groupe ont concerné diverses entités et unités et porté notamment sur la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio international de solvabilité, les plans de continuité d'activité et sur la cohérence de la délimitation du périmètre de contrôle interne du groupe.

Dans son rôle de pilotage de la ligne métier audit-inspection, l'inspection générale groupe s'est assurée, au travers des comités de contrôle interne des filiales concernées – auxquels participent la direction générale, l'audit interne, le responsable du contrôle permanent et le responsable de la conformité de l'entité – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et, d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne de chaque entité.

Les risques et le contrôle permanent.

Le premier semestre 2006 a vu la mise en oeuvre des modifications de la réglementation relative au contrôle interne avec la désignation d'un responsable du contrôle permanent et d'une ligne métier afférente, garantissant notamment l'indépendance des unités chargées de l'engagement des opérations, de celles chargées du suivi des diligences liées à la surveillance des risques.

Par ailleurs, la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau ratio Bâle II se poursuit dans une phase opérationnelle, ce semestre marquant les premières étapes du passage du mode projet au mode production.

Organisation de la fonction « Risques et contrôle permanent » au sein du groupe.

La prise en compte des dispositions du règlement 97-02 modifié par la publication de l'arrêté ministériel du 31 mars 2005, applicable à compter du 1er janvier 2006, a entraîné une réorganisation des fonctions de contrôle interne du groupe, accompagnée de la création d'une ligne métier « Risque et Contrôle Permanents ».

La nouvelle direction des risques et contrôles permanents du groupe (DRG) assure le contrôle des risques pilotés précédemment par la direction des risques groupe : risques de crédits, financiers et opérationnels, auxquels s'ajoutent désormais les contrôles comptables permanents de l'information comptable et financière et le pôle sécurité et continuité d'activités.

Au sein de la DRG, le pilotage des risques groupe (PRG) assure notamment la consolidation des risques sur l'ensemble du périmètre du groupe Crédit agricole, Caisses régionales comprises, le pilotage des dispositifs de risk –management (normes, méthodologies, système d'information, reporting) et la mise en oeuvre opérationnelle des contrôles permanents.

Le déploiement dans le groupe s'opère par la nomination d'un responsable risques et contrôle permanent, par grand métier ou pôle d'activité, rattaché hiérarchiquement au directeur de la DRG et fonctionnellement à l'exécutif de la filiale ou du pôle métier. Le responsable des risques et contrôles permanents du pôle Caisses régionales assure la liaison et l'animation de la ligne métier et la consolidation des reporting risques de l'ensemble des Caisses régionales.

Par ailleurs, une mission « contrôles permanents » assure la coordination de la mise en place d'un dispositif adapté de contrôles permanents à l'échelle du groupe. Au cours du premier semestre, ont aussi été lancés deux chantiers :

- l'analyse de l'existant en matière de processus et d'outils de contrôles permanents de second degré, complémentaires et distincts de ceux effectués pour les hiérarchies opérationnelles relevant des contrôles de premier degré ;
- un état des lieux et l'amélioration du contrôle des prestations externalisées à l'échelle de tout le groupe.

Enfin, une unité spécifique est dédiée à veiller à la cohérence des outils et de l'architecture des systèmes d'informations pour assurer les missions, tant du contrôle permanent de second degré que du pilotage des risques.

Cette évolution de l'organisation vers les missions du contrôle permanent ont donné lieu à diverses réunions de sensibilisation et de formation des équipes concernées, tant au niveau des Caisses régionales que des filiales.

Le dispositif de surveillance des risques au sein de Crédit agricole S.A. et de ses filiales.

Chaque filiale ou métier définit, en liaison avec la DRG, et fait valider par le comité des risques du groupe, sa stratégie risque qui fixe le cadre de développement de son activité.

Ainsi, au premier semestre 2006, des stratégies risques ont été actualisées et validées, notamment sur certains pays (Pologne, Iran, Afrique, Russie, Maroc) et pour certains métiers (affacturation, immobilier, risque financiers de LCL, «hedge funds», «shipping»).

Par ailleurs la mise en oeuvre des dispositifs de surveillance s'est poursuivie, au travers de l'établissement de tableaux de bord des risques du groupe, de réunions périodiques entre la DRG et les diverses filiales-métiers ainsi que lors des présentations de reporting au comité des risques groupe (grands risques, affaires sensibles, coût du risque, risques pays, risque de marchés).

Le Projet Bâle II.

La mise en oeuvre opérationnelle du projet Bâle II s'est poursuivie à un rythme soutenu sur le premier semestre 2006.

S'agissant du risque de crédit, le processus de validation par la Commission bancaire du dispositif du groupe pour le portefeuille de la Banque de détail a commencé en début d'année et se poursuit actuellement.

Côté banque des entreprises, l'inspection générale du groupe a réalisé au cours du premier trimestre sa mission de pré validation des portefeuilles hors *retail* sur le périmètre des entités visant la méthode IRB (*Internal Rating Based*) au 1er janvier 2008. Cette mission a donné lieu à une demande d'actions correctives sur la base de tableaux d'écarts. Les principaux points d'amélioration vont porter sur la qualité des données utilisées pour le calcul et sur la documentation et la justification des méthodologies. Les filiales concernées et les Caisses régionales ont mis en place les plans d'action nécessaires pour réduire ces écarts ; de même la DRG a mis en place un plan d'action visant à corriger les écarts relatifs aux sujets transverses qui relèvent de sa responsabilité. L'avancement de la mise en oeuvre de ces plans d'actions fera l'objet d'un suivi rapproché en centralisé.

Le premier semestre 2006 a parallèlement été marqué par les premières étapes de la sortie du mode projet et du passage au mode production. Les travaux réalisés visent d'une part à fiabiliser le circuit de déclaration réglementaire par la mise en place de contrôles de qualité des données et d'exhaustivité des périmètres, d'autre part à assurer le passage de témoin entre les équipes projet et les équipes en charge de la production. Le calcul du nouveau ratio est désormais réalisé à fréquence trimestrielle.

S'agissant du risque opérationnel, une mission d'inspection interne, transverse à l'ensemble du groupe, a été conduite au cours du 2e trimestre en vue de pré valider le modèle interne de calcul d'exigence de fonds propres. Cette mission achèvera ses conclusions au cours du 3e trimestre.

L'Evolution du périmètre de contrôle interne d'activité.

Au premier semestre 2006, l'expansion à l'international du groupe amène à étendre le périmètre de contrôle interne :

— intégration de l'Egyptian American Bank (EAB), la fusion avec Calyon Egypte étant intervenue le 1er septembre 2006 ;
 — partenariat renforcé de Crédit agricole S.A. avec Espirito Santo Financial Group S.A dans les activités de bancassurance vie et dommages au Portugal, qui amène à la prise de contrôle majoritaire de deux entités opérationnelles dans les métiers de l'assurance.
 Les impacts de ces évolutions sur le dispositif de gestion des risques sont en cours de mise en oeuvre, avec la nomination de responsables risques et contrôles permanents et l'intégration des normes et outils en matière de pilotage des risques.

Le risque de crédit.

Les grands risques de contrepartie.

Les engagements consolidés de l'ensemble des entités du groupe Crédit agricole S.A. sont suivis par contrepartie et par groupe lié de contreparties.

Au 30 juin 2006, les engagements en risques de Crédit agricole S.A. et de ses filiales auprès des 10 premiers groupes non bancaires s'élevaient à 22 milliards d'euros (données de gestion, intégrant les risques en montant brut avant toutes garanties sur opérations de crédit, titres et de marché), dont 2 milliards d'euros sur un établissement public français non industriel.

Le suivi des grands risques de contrepartie des Caisses régionales est opéré notamment au travers de la filiale Foncaris qui, au 30 juin 2006, garantissait à 50 % les 7,5 milliards d'euros d'encours de crédit des Caisses régionales sur leurs plus grands risques.
 A ce titre, ses engagements s'élevaient à cette date à 3,7 milliards d'euros. Les dix premiers risques de Foncaris représentaient 1,2 milliard d'euros soit un tiers de ses engagements totaux.

La politique de provisionnement et la couverture des risques.

Le coût du risque de crédit consolidé sur le périmètre de Crédit agricole S.A. est relativement stable à 25 points de base annualisés des emplois pondérés Cooke (hors risques de marchés) au premier semestre 2006, contre 24 points de base au premier semestre 2005.

Cette situation est liée à une situation globalement favorable sur la clientèle des grandes entreprises, même si certains secteurs deviennent sensibles comme l'automobile aux Etats-Unis.

Les risques de marchés.

— Exposition aux risques de marché du groupe Crédit agricole S.A.

- Mesure par la Value at Risk : L'évolution de la VaR, déclinée par lignes produits, sur les activités de marché de Crédit agricole s.a. se présente de la façon suivante :

Répartition de la VaR (99%, 1 jour) :

(En millions d'euros)	31 décembre 2005 au 30 juin 2006				31/12/2005
	Minimum	Maximum	Moyenne	30/06/2006	
Trésorerie	4	6	5	5	4
Change et commodities	5	8	7	7	5
Dérivés de taux	6	14	9	6	10
Credits et liquid bonds	7	10	8	10	8
Crédits structurés	2	6	4	2	4
Actions	6	10	8	10	9
VaR du groupe Crédit agricole S.A.	16	30	22	22	24

La VaR totale du groupe Crédit agricole S.A., incluant les risques de marché résiduels issus de filiales de Crédit agricole S.A. peu actives sur les marchés, est obtenue par sommation des différentes VaR individuelles. Elle s'élève à 22 millions d'euros au 30 juin 2006 (dont 16 millions d'euros sur le seul périmètre Calyon).

Mesure par les scénarios de stress.

— A fin juin 2006, les scénarios de stress calculés sur le périmètre de Calyon donnaient les résultats suivants :

(En millions d'euros)	Stress historique Krach obligataire 1994 (1)	Stress historique Hausse des spreads crédit 1998 (2)	Stress historique Krach boursier technologique 2002 (3)	Stress hypothétique Reprise économique (4)	Stress hypothétique Incertitude géopolitique (5)	Stress adverse (6)
Trésorerie	-19	11	7	-56	64	
Change et commodities	0	58	10	2	29	
Dérivés de taux	-165	135	19	34	110	
Credit & liquid bonds	0	-8	1	-22	14	
Crédits structurés	19	10	-25	8	-24	
Actions	-22	-169	-39	43	-185	

Total	-187	38	-26	9	8	-212
-------	------	----	-----	---	---	------

(1) Hausse massive des taux (reproduit les facteurs de risques observés du 17 février au 2 mars 1994)
(2) Forte hausse des spreads émetteurs
(3) Baisse significative des marchés actions
(4) Stress visant à mesurer l'impact d'une reprise économique (hausse des marchés actions, des taux, du spot USD, du pétrole et baisse des spreads émetteurs)
(5) Baisse des marchés actions et des taux, hausse du spot USD, du pétrole et des spreads émetteurs
(6) Stress adverse : stress ex-post (fonction de la nature des positions) calculé par les sensibilités aux principaux facteurs de risques.

Au 30 juin 2006, le scénario de stress qui pourrait entraîner des pertes importantes est celui répliquant les chocs historiques de 1994 (krach obligataire), se caractérisant par une hausse massive des taux.

La gestion du bilan.

Le risque de taux d'intérêt global.

La Direction financière du groupe Crédit agricole S.A. participe aux Comités actif-passif des filiales portant un risque de taux d'intérêt global significatif et assure l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du groupe ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ces entités. Elle consolide le risque de taux d'intérêt global de Crédit agricole S.A. et de ces filiales.

Au premier semestre 2006, le risque de perte du groupe Crédit agricole S.A. sur l'exercice en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 1 % des fonds propres prudentiels. Le risque de pertes cumulées et non actualisées sur les 10 prochaines années en cas de variation adverse de 1 % des taux d'intérêt représentait moins de 10 % des fonds propres prudentiels.

Suite à la forte remontée des taux d'intérêt et à la modification de la fiscalité des PEL intervenue, le premier semestre 2006 a vu une décollecte importante des générations touchées par les nouvelles modalités de prélèvement. Ces évolutions réglementaires ont par ailleurs conduit à modifier les modèles d'écoulement, entraînant une variation sensible de la provision épargne logement associée, calculée à partir de ces lois d'écoulement (impact de même nature pour Crédit agricole S.A. et les Caisses régionales).

Le risque de liquidité.

A fin juin 2006, le ratio de liquidité de Crédit agricole S.A. s'élève à 114 % contre 104 % au 31 décembre 2005.

Par ailleurs, Crédit agricole S.A. a relevé le plafond de son programme d'émissions annuelles d'Euro Medium Term Notes (EMTN) à 28 milliards d'euros, contre 25 milliards d'euros précédemment.

Au cours du premier semestre 2006, Crédit agricole S.A. a procédé à l'émission d'emprunts obligataires senior et subordonnés auprès des clients des Caisses régionales pour un montant global de 1,7 milliard d'euros. Des EMTN ont également été émis pour un montant total de 7,5 milliards d'euros.

Les Risques opérationnels.

Au cours du premier semestre 2006, le groupe Crédit agricole a poursuivi, dans la perspective du démarrage de Bâle II, la mise en place du dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels.

Ce dispositif vise l'homologation par la Commission bancaire au titre de la méthode avancée (« *Advanced Measurement Approach* ») pour la majeure partie du périmètre du groupe Crédit agricole (Caisses régionales, Calyon, LCL, CAAM, Sofinco France et Finaref France) au plus tard d'ici fin 2007.

Dans cette perspective et à la demande de la Commission bancaire, une mission de pré validation du dispositif Bâle II au titre des risques opérationnels a été conduite par l'Inspection Générale de Crédit agricole S.A de Mai à Juillet 2006.

Conformément au règlement 97-02 modifié et afin de renforcer l'usage de ce dispositif, la gestion des risques opérationnels constitue l'une des composantes des directions des risques et contrôles permanents mises en place sur le 1er semestre à Crédit agricole S.A ainsi que dans les entités du groupe.

Le dispositif de gestion des RO étant désormais déployé dans les Caisses régionales et les principales filiales du groupe (cartographies, collecte des pertes, tableau de bord), les travaux du premier semestre 2006 se sont concentrés sur :

— l'enrichissement du modèle de calcul d'exigence des fonds propres et son adaptation au contexte des Caisses régionales : le Comité de Pilotage Bâle II du 4 juillet 2006 a validé le principe d'un calcul « mutualisé » d'exigence de fonds propres sur la base des historiques de pertes de l'ensemble des Caisses régionales. La composante de l'exigence de fonds propres calculée à partir des scénarios de risque exceptionnel sera évaluée par chaque Caisse régionale et viendra compléter l'exigence de fonds propres sur base historique pour tenir compte d'événements extrêmes et rares.

— la mise à jour des simulations pour les filiales du périmètre AMA en actualisant les historiques de données internes au 31 décembre 2005 et en incluant une évaluation de l'ensemble des scénarios de risque exceptionnel.

Les Risques juridiques.

A la date de dépôt à l'AMF du présent document, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, les résultats ou le patrimoine de la société et du groupe Crédit agricole S.A.

Faits exceptionnels et litiges.

Les principales procédures judiciaires en cours impliquant des entités du groupe Crédit agricole S.A. sont mentionnées dans :

- le document de référence de Crédit agricole S.A. enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 17 mars 2005 sous le numéro D.05-0233,
- le document de référence de Crédit agricole S.A. enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2006 sous le numéro D.06-0188.

Depuis le 31 décembre 2005, certaines procédures judiciaires en cours impliquant des entités du groupe crédit agricole S.A. ont connu une évolution, notamment :

Verte France. — Le Syndicat Verte France, regroupant des personnes physiques, a intenté une nouvelle action contre le Crédit agricole en citant Crédit agricole S.A. ainsi que la totalité des Caisses régionales à comparaître devant le tribunal correctionnel de Paris.

Verte France prétend que le Crédit agricole a indûment affecté une part des réserves des Caisses régionales au financement de l'offre publique sur le Crédit Lyonnais et demande que soit restitué aux sociétaires du Crédit agricole le montant des réserves qui, selon eux, auraient été détournées.

Cette action, qui ne repose sur aucun fondement juridique ou économique, est dans la lignée de celles pour lesquelles Verte France, qui demandait la nullité des Caisses régionales, a été déboutée par le Tribunal de grande Instance de Paris (jugements en date des 21 et 28 janvier 2003) puis par la Cour d'appel de Paris par deux arrêts du 1er avril 2005. Le syndicat s'est pourvu en cassation alors que la Cour a d'ores et déjà rejeté des demandes comparables.

Bernard Tapie – Adidas. — Suite à l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, saisie de la seule affaire Adidas, le montant de la condamnation a été payé. La somme a été mise sous séquestre par les liquidateurs.

Le CDR et le Crédit Lyonnais ont formé un pourvoi contre cette décision en février 2006 ; la Cour de cassation doit se prononcer en octobre prochain.

Alstom. — Les investisseurs qui avaient initié une class action à l'encontre d'Alstom et des underwriters, dont Calyon, ont été déboutés de leurs demandes.

Dapta. — Le CDR et le Crédit Lyonnais ont été assignés conjointement, le 30 mai 2005, devant le Tribunal de commerce de Thiers par le Commissaire à l'exécution du plan des sociétés du groupe Ifi Dapta Mallinjouid.

La Cour d'appel de Riom, par arrêt du 12 juillet 2006, a renvoyé l'affaire devant le Tribunal de commerce de Paris.

Il est reproché au CDR et au Crédit Lyonnais d'avoir commis diverses fautes à l'occasion du montage et du financement de l'opération d'acquisition du pôle meuble (ex CIA) du groupe Pinault par le groupe IFI.

Tendances récentes et perspectives.

Evènements récents.

Communiqué de Crédit agricole S.A. concernant Alliance & Leicester
Extrait du communiqué de presse du 5 juillet 2006.

Le 22 mai 2006, Crédit agricole S.A. a annoncé qu'il étudiait la possibilité, parmi d'autres, d'acquérir Alliance & Leicester, mais que cet examen en était à une phase préliminaire.

Depuis, il a entrepris une analyse approfondie d'Alliance & Leicester et des bénéfices qu'il pourrait obtenir d'une offre sur Alliance & Leicester. Au vu de cette analyse, Crédit agricole S.A. a décidé qu'il ne poursuivrait pas dans cette voie. Il n'a pas présenté de proposition d'offre à Alliance & Leicester et n'a réalisé aucune due diligence portant sur des informations non publiques concernant Alliance & Leicester.

Partenariat européen de financement automobile entre Crédit agricole S.A. et Fiat Auto S.p.A.

Extrait du communiqué de presse du 24 juillet 2006.

Fiat Auto et Crédit agricole S.A. ont annoncé la conclusion d'un accord portant sur la création d'une joint venture à 50/50, Fiat Auto Financial Services (« FAFS »), qui sera chargée des principales activités de financement liées à Fiat Auto en Europe. La conclusion définitive de cet accord dépend de la finalisation des éléments du contrat. L'opération peut être finalisée jusqu'au 30 juin 2007, mais tous les efforts seront faits pour qu'elle le soit avant le 31 décembre 2006, lorsque les autorisations réglementaires indispensables auront été délivrées et que Fiat Auto aura exercé son option d'achat sur Fidis Retail Italia.

Les activités de FAFS comprendront le financement des concessionnaires Fiat Auto, les services de location-bail et de gestion des flottes automobiles ainsi que les activités de financement automobile pour particuliers actuellement confiées à Fidis Retail Italia (aujourd'hui détenue à hauteur de 51% par Banca Intesa, Capitalia, UniCredit et San Paolo-IMI). En utilisant l'expertise financière du Crédit agricole, FAFS proposera en outre de nouveaux produits financiers aux clients et concessionnaires de Fiat Auto. Elle sera présente dans 13 pays européens et gèrera environ 13 milliards d'euros d'actifs. Aux termes de l'accord, Fiat Auto recevra 1 milliard d'euros en numéraire en échange de 50 % du capital de FAFS, ce qui valorise la joint venture à 2 milliards d'euros. FAFS bénéficiera d'une forte intégration avec Fiat Auto et du leadership européen du Crédit agricole dans le secteur du crédit à la consommation. Crédit agricole accordera des financements à FAFS à un coût extrêmement compétitif. Les deux partenaires se partageront la direction de la société.

René Carron, Président de Crédit agricole S.A. a déclaré : « Cette opération marque une nouvelle étape de la stratégie de développement à l'international de Crédit agricole S.A., qui est un élément clé de son plan de développement à trois ans. » Georges Pauget, Directeur général de Crédit agricole S.A., a ajouté : « Cette opération est extrêmement importante pour conforter nos positions sur le marché des services financiers spécialisés. Nous sommes heureux de renforcer nos liens avec Fiat, premier groupe industriel d'Italie, et de participer au développement de la croissance de son pôle automobile. »

Sergio Marchionne, Directeur général de Fiat Auto, a déclaré : « Avec ce nouvel accord, nous élargissons le champ de notre stratégie d'alliances visant à renforcer notre offre financière aux concessionnaires et aux clients. Cette alliance entre une grande institution bancaire et un constructeur automobile de premier plan représente une nouvelle référence en matière de financement des véhicules de tourisme et soutiendra les ambitions de Fiat Auto en Europe. Nous sommes ravis d'avoir noué ce partenariat avec une institution financière du calibre et de la réputation du Crédit agricole. »

Calyon et Pirelli RE créent une joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses.

Extrait du communiqué de presse du 3 août 2006

— Calyon (67%) et Pirelli RE (33 %) créent une joint-venture pour investir sur le marché européen des créances douteuses : les principaux marchés visés sont l'Italie, l'Allemagne et la Pologne.

— Les deux groupes rachèteront cinq portefeuilles de créances douteuses de la joint-venture Pirelli RE / Morgan Stanley Real Estate Funds (MSREF)

— La valeur brute comptable des portefeuilles rachetés s'élève à environ 3 milliards d'euros

— Au terme du rachat de 53 % de Credit Servicing S.P.A. et de 25 % de Asset Management NPL S.R.L., Pirelli RE contrôlera 100 % du capital de ces deux entités spécialisées dans le recouvrement et la gestion de créances douteuses.

Pirelli RE, acteur de premier plan du marché immobilier italien, et Calyon, la banque de financement et d'investissement du groupe Crédit agricole, ont signé un accord de création d'une joint-venture dont l'activité consistera à investir sur le marché européen des créances douteuses. Dans le cadre de cet accord, les deux parties rachèteront des portefeuilles de créances douteuses, dont Pirelli RE détiendra 33 % dans le cadre de son modèle de développement stratégique, et Calyon 67 %.

La nouvelle joint-venture conjugue l'expérience de Pirelli RE dans le recouvrement de créances douteuses en Italie et les compétences de Calyon sur les marchés financiers internationaux. Elle vise à devenir l'un des principaux acteurs du secteur en Europe, marché au potentiel de croissance très élevé, notamment en Italie, en Allemagne et en Pologne. L'Allemagne est considérée comme le premier marché européen, avec un encours de créances douteuses estimé aux environs de 300 milliards d'euros par Ernst & Young. En Pologne, Pirelli RE a déjà créé une plate-forme de services immobiliers et d'investissement en association avec Bank Pekao.

L'opération devrait être finalisée fin novembre, sous réserve d'une part de l'agrément de l'autorité italienne de la concurrence et de réglementation des marchés, et d'autre part de celui des représentants des porteurs de titres actuels.

Crédit agricole S.A. réussit son offre publique d'achat sur Emporiki Bank S.A. et atteint une participation de 71,97 %
Une étape majeure dans le développement international de Crédit agricole S.A.
Extrait du communiqué de presse du 9 août 2006.

Crédit agricole S.A. a annoncé aujourd'hui le succès de son offre publique d'achat en numéraire d'actions d'Emporiki Bank of Greece S.A. (« Emporiki ») faite aux actionnaires d'Emporiki. A compter du règlement des actions apportées, la participation totale de Crédit agricole S.A. atteindra 71,97 % du capital d'Emporiki.

- 1 300 actionnaires d'Emporiki détenant un total de 69 574 826 actions ont apporté leurs actions à l'offre à la clôture le 7 août 2006, représentant près de 52,55 % du capital d'Emporiki.
- Avec la détention directe par Crédit agricole S.A. de 25 702 456 actions (incluant 14 002 359 actions acquises sur le marché depuis l'annonce de l'offre à ce jour), représentant 19,41 % du capital d'Emporiki, Crédit agricole S.A. détiendra, à compter du règlement des actions apportées, 71,97 % du capital d'Emporiki.
- Le transfert hors-marché et le règlement des actions dûment apportées à l'offre au 7 août 2006 sont prévus le 16 août 2006 ;
- La banque centrale de Grèce a approuvé l'acquisition par Crédit agricole S.A. du contrôle d'Emporiki, en conformité avec la Loi 2076/1992 ;
- L'offre a été notifiée, en vertu de la procédure simplifiée, à la Commission européenne, qui doit adopter une décision au plus tard le 21 août 2006.

René Carron, Président de Crédit agricole S.A. a déclaré *"Je suis ravi du succès de l'offre concernant Emporiki et voudrais exprimer ma reconnaissance à l'égard du gouvernement grec et des autres actionnaires pour la confiance dont ils ont témoigné en apportant leurs actions à l'offre. Cette transaction marque une étape majeure dans notre stratégie internationale et contribuera à notre objectif d'augmentation de notre produit net bancaire sur des opérations non françaises. Nous sommes impatients de renforcer la banque en Grèce et dans la région au profit de tous les clients, employés et actionnaires d'Emporiki"*

Georges Pauget, Directeur Général de Crédit agricole S.A. a déclaré *"d'un point de vue stratégique, cette acquisition nous convient parfaitement, elle nous permet d'étendre notre couverture géographique et nous donne accès à un marché en croissance dans une région en rapide expansion. Elle remplit également tous nos critères financiers d'acquisition. Nous allons maintenant concentrer nos efforts sur le développement des procédures opérationnelles d'Emporiki, notamment la gestion des risques, le marketing et les relations avec la clientèle ainsi que les relations avec les salariés et la formation, en conformité avec les usages de Crédit agricole S.A."*

Crédit agricole S.A. annonce aujourd'hui qu'il a obtenu l'autorisation de la Commission européenne pour l'acquisition du contrôle d'Emporiki Bank of Greece S.A. (« Emporiki »).
Extrait du communiqué de presse du 16 août 2006.

Après examen de la notification reçue le 13 juillet 2006, la Commission européenne a estimé que l'opération entrait dans le champ d'application du Règlement du Conseil (CE) 139/2004 et du paragraphe 5, sous-paragraphe c, de la Communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration. En conséquence, la Commission européenne a décidé de la déclarer compatible avec le marché commun et l'accord EEE conformément à l'article 6(1)(b) du Règlement du Conseil (CE) 139/2004.

Crédit agricole SA – Banca Intesa
Communiqué de presse du 26 août 2006.

Crédit agricole S.A. annonce aujourd'hui qu'il a approuvé, lors de la réunion du pacte d'actionnaires d'Intesa, les grandes lignes du projet de fusion entre Intesa et San Paolo IMI.

L'approbation par le Crédit agricole du projet définitif sera subordonnée à la conclusion d'un accord qui sauvegarde et valorise les intérêts stratégiques du Crédit agricole en Italie, dans le cadre de la création de la nouvelle entité.

Cette position a été communiquée au pacte d'actionnaires qui en a pris acte et a souhaité que soient recherchées les solutions les plus appropriées.
Perspectives pour le second semestre 2006.

En deuxième partie d'année, les éléments de risque du scénario global restent liés aux déséquilibres financiers et à l'incertitude entourant l'évolution des cours des matières premières dans un contexte géopolitique agité. Sous réserve d'une stabilisation, voire d'un léger repli, des prix du pétrole, le rééquilibrage de la croissance mondiale pourrait se faire selon un schéma ordonné et graduel. La période estivale a toutefois été l'occasion de remettre au premier plan les incertitudes de nature géopolitique (conflit au Proche-Orient, risques d'attentats) et à rendre un peu plus incertaines les perspectives concernant 2007.

Aux États-Unis, le freinage en douceur des dépenses des ménages devrait se poursuivre si l'accalmie du marché immobilier reste bien maîtrisée, un partage de la valeur ajoutée un peu plus favorable aux salariés jouant alors son rôle de relais. Le déficit des comptes courants extérieurs ne devrait, au mieux, que se réduire marginalement, parallèlement au léger ralentissement de l'activité, laissant l'économie américaine dans la dépendance des afflux de capitaux étrangers. La menace inflationniste devrait progressivement se dissiper avec un plafonnement de l'indice des prix sous-jacent en fin d'année. Au plan institutionnel, la deuxième partie de l'année sera marquée par des élections de mi-mandat, lesquelles pourraient réorienter les priorités de l'Administration Bush. La croissance américaine devrait encore afficher une performance honorable en 2006, à 3,5 %.

Dans la zone euro, la conjoncture devrait continuer de s'affermir. L'emploi, maillon faible de la reprise, continuerait de se redresser, permettant d'asseoir une croissance plus robuste et pérenne. Cette embellie sur le front de l'emploi devrait aussi permettre de jouer un rôle d'amortisseur dans les pays où la consommation est très tributaire de la santé du marché immobilier, laquelle est amenée à légèrement se dégrader (Espagne et Irlande surtout). Des facteurs temporaires vont également jouer. En Allemagne particulièrement, l'effet « Coupe du Monde » et la hausse anticipée de la TVA au 1er janvier 2007 devraient propulser le consommateur au rang de premier contributeur à la croissance en seconde partie d'année (quitte à avoir un contrecoup en 2007). Le commerce intra-zone pourrait largement en profiter. Le rythme de croissance de l'investissement devrait continuer à côtoyer sa moyenne de long terme (2,8 % en moyenne sur l'année) mais ne devrait pas accélérer en l'absence de besoins tangibles de nouvelles capacités. Stabilisation des prix pétroliers aidant, l'inflation devrait refluer en fin d'année mais rester au-dessus de la cible de la BCE (2,3 % en 2006). En France, compte tenu des performances du premier semestre, la croissance devrait avoisiner 2,3 % et se rapprocher ainsi de son potentiel à la faveur d'une conjoncture mondiale et européenne porteuse et grâce au soutien sans faille d'une consommation toujours aussi dynamique.

Sur les marchés financiers, après les turbulences du printemps, le retour à la normale devrait se confirmer même si des poches de volatilité pourraient perdurer voire re-émerger au gré des aléas géopolitiques. Aux États-Unis, la balance des risques pencherait selon nous du côté de la croissance, la Fed optant alors pour un *statu quo* avec un point culminant du cycle à 5,25 % en juin. La BCE, profitant de la bonne conjoncture domestique, a les cartes

en main pour accélérer son cycle de normalisation monétaire et viser la neutralité dès la fin de l'année (soit 3,5 % en décembre 2006, contre 3 % depuis début août).

Avec l'arrêt des hausses de taux courts aux Etats-Unis, le marché est largement convaincu que le prochain mouvement de taux de la Fed sera baissier (en 2007), ce qui a déjà pesé sur le niveau des taux longs, qui ont reflué durant l'été. Les taux longs européens restent largement déterminés par le marché obligataire américain, et ont donc reflué aussi, même si la conjoncture et la BCE pourraient justifier des taux plus élevés que ceux atteints à la fin août (3,80 % à dix ans). Les taux longs européens pourraient se reprendre un peu et stabiliser au-dessus de 4 % fin 2006, les marchés anticipant encore une nouvelle hausse de taux de la BCE.

De son côté, la monnaie américaine perdrait un de ses principaux soutiens avec la fin du cycle de hausses des taux de la Fed. Le dollar renouerait alors avec sa tendance baissière, mais cette fois-ci face à l'ensemble des devises. Le fardeau porté par l'euro en serait allégé et rendrait supportable une parité au voisinage de 1,35 \$ fin 2006. Sur les marchés, tous les paris ne seront pas gagnants, suivant la classe d'actifs et la place financière choisie. Les actions européennes auront alors de bons arguments à faire valoir avec des fondamentaux toujours solides, des PER en dessous de leur moyenne historique et un euro en hausse.

Dans ce contexte, le groupe réaffirme les ambitions exprimées dans son plan de développement stratégique annoncé en fin d'année 2005 et mentionnées dans le rapport de gestion sur l'exercice 2005 (se reporter au document de référence 2005 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2006 sous le n° D.06-0188) : confirmer la place de leader du groupe Crédit agricole dans la Banque de détail en France, accroître sa part de marché dans les métiers qui lui sont liés, développer significativement les activités et la part de résultats à l'international, tout en maintenant le profil du risque, et en étant prêts à saisir des opportunités de croissance.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés résumés.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Crédit agricole S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés dans tous leurs aspects significatifs, avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 15 septembre 2006.

Les Commissaires aux Comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :
Gérard Hautefeuille ;

Ernst & Young et Autres :
Valérie Meeus.

D. — Compte de résultat de Crédit agricole S.A. (comptes individuels)

(aux 30 juin 2006, 31 décembre 2005 et 30 juin 2005).

(En millions d'euros)	30/06/06	31/12/05	30/06/05
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	-110	-586	-304
Revenus des titres à revenu variable	3 434	3 565	2 793
Produits nets des commissions	-297	-523	-253
Produits nets sur opérations financières	94	261	110
Autres produits nets d'exploitation bancaire	-25	-95	41
Produit net bancaire	3 096	2 622	2 305
Charges générales de fonctionnement	-293	-486	-233
Frais de personnel	-151	-243	-116
Autres frais administratifs	-136	-230	-110
Dotations aux amortissements	-6	-13	-7

Résultat brut d'exploitation	2 803	2 136	2 072
Coût du risque	-7	21	10
Résultat d'exploitation	2 796	2 157	2 082
Résultat net sur actifs immobilisés	-371	-34	-162
Résultat courant avant impôt	2 425	2 123	1 920
Charges liées au rapprochement CA/CL	0	-11	-12
Résultat net exceptionnel	0	-666	-624
Impôt sur les bénéfices	226	455	199
Dotations nettes aux fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	-17	550	611
Résultat net de l'exercice	2 634	2 451	2 094

0614927